

# LE BOLSCHEVIK

LIGUE TROTSKYSTE DE FRANCE

LIGUE COMMUNISTE INTERNATIONALE (QUATRIEME-INTERNATIONALISTE)

Printemps 2002

N° 159

0,80 €

## Troupes de la France, de l'ONU, des USA : bas les pattes devant le Proche-Orient ! Défense du peuple palestinien !

**A bas les bourgeoisies  
sioniste et arabes ! Pour  
une fédération socialiste  
du Proche-Orient !**

17 avril - Ramallah, Naplouse, Bethléem, Jénine, Qabatya, Kalkiliya, Yatta, Samua, Bir-Zeit: la liste des communautés palestiniennes dévastées par l'armée israélienne, ses tanks et ses hélicoptères de combat recouvre presque toute la Cisjordanie. Au moins 200 Palestiniens ont été massacrés rien que dans le camp de Jénine, où près de 15 000 personnes sont entassées sur un kilomètre carré. Les combattants palestiniens, armés de fusils automatiques, essaient de défendre leurs maisons et leurs familles contre le monstre israélien. Comparant Jénine au Vietnam, « ravagé par les bombes américaines, un soldat israélien déclarait: « Il n'en reste plus rien maintenant ».



Fremson/NY Times

Bain de sang de l'armée israélienne à Jénine

Palestiniens n'ont même pas le droit d'enterrer leurs morts. A Ramallah, près de 30 cadavres en décomposition ont été enterrés dans le parking d'un hôpital, pour faire de la place pour d'autres dans la morgue. Des dizaines de blessés sont morts parce que les ambulances étaient bloquées aux contrôles ou que les ambulanciers étaient tués.

Les villes et bourgades qui avaient autrefois un semblant d'économie et de vie sont maintenant réduites en ruines. Des vieilles villes et des casbahs, dont certains murs dataient de l'empire romain, ont été réduits en poussière. La Cisjordanie n'est plus qu'un champ de ruines et de vies détruites, avec près de deux millions de Palestiniens littéralement emprisonnés chez eux par le couvre-feu israélien. Il faudra des années, sinon des décennies, pour reconstruire ce que les Israéliens ont détruit: maisons, entreprises, magasins, bibliothèques, hôpitaux, routes goudronnées, centrales électriques, égouts et conduites d'eau, autrement dit toute l'infrastructure de la Cisjordanie. Avec ces conditions d'hygiène désastreuses pèse un grand danger sur la santé publique, qui pourrait coûter plus de vies encore.



Plus de 4 000 Palestiniens ont été arrêtés, y compris Marouan Barghouti, commandant en second du Fatah après Arafat, le dirigeant de l'Autorité palestinienne (AP); une Autorité qui n'existe plus que sur le papier. On estime à 500 le nombre de morts, en plus des 1 200 personnes tuées et des 50 000 blessés de ces 18 derniers mois. On ne connaîtra l'étendue du massacre - si on la connaît un jour - que lorsque les troupes de chocs sionistes se seront retirées. Les journalistes sont interdits d'accès dans les villes assiégées. A Jénine, les troupes israéliennes auraient enterré leurs victimes dans des charniers pour cacher le nombre de morts. Dans la plupart des cas, les

**Lettre****Patrons hors des AG de grévistes !**

Paris, le 18 février 2002

Chers camarades,

Je travaille au centre de tri postal de Paris-Bonvin en équipe de demi-nuit et récemment, nous avons fait grève pendant 15 jours, du 17 au 31 janvier pour empêcher le licenciement de 9 ouvriers contractuels CDD. Depuis des années, le patron les embauche pendant la période des fêtes de fin d'année car il y a une augmentation du trafic du courrier et depuis des années il s'en débarrasse après. Mais cette fois-ci, quelque chose a changé : il y a eu une réaction de colère des ouvriers et aussi de la solidarité vis-à-vis des 9 collègues. Nous savions qu'en nous battant pour leurs boulots, nous nous battions pour nous-mêmes, pour que le boulot soit partagé entre plus de mains. Le patron avait promis « verbalement » que leurs contrats seraient transformés en CDI et le 16, quelques jours avant la fin de leur CDD, on leur annonce que leur contrat se termine bien le 20. Et, c'est ça qui a déclenché la grève.

Malgré la solidarité et la combativité de tous, nous n'avons pas gagné car la direction de la grève n'était pas celle dont nous avons besoin. D'ailleurs, qu'est-ce que c'est une grève si ça n'arrête pas la production, si les camions continuent à rentrer et les non-grévistes à travailler ! En 1995, c'était une véritable grève qui avait arrêté la production.

Mais dans cette lutte nous avons quand même fait quelque chose d'important qui va nous aider dans les prochaines grèves. Quand il faut lutter, il faut que les grévistes puissent discuter de la situation. Elle était grave car le licenciement de 9 CDD est une situation grave. Mais

pour discuter, il faut être entre nous et nous n'étions pas entre nous. Depuis que j'ai été embauché, toutes les AG ont vu la présence du patron et les directions syndicales n'ont jamais protesté contre ça. J'ai pensé que c'était la première chose à faire. C'est ce que j'ai fait et je sais qu'un certain nombre de mes collègues sont d'accord que le patron n'a rien à faire dans une AG de grévistes. Il est clair que beaucoup d'entre nous savent très bien que nos intérêts et ceux du patron sont opposés. Alors, à la fin, les AG se sont passées *sans* le patron.

Après la grève de 1995, on a eu Jospin ! *Le Bolchévik* parle beaucoup du front populaire Jospin-Gayssot-Voynet et vous avez raison. J'aime bien quand vous expliquez que c'est la collaboration de classe, une alliance contre nature entre les ouvriers et la bourgeoisie ; que ce gouvernement est capitaliste et je suis d'accord ; que ce gouvernement tue les jeunes d'origine immigrée dans les banlieues, c'est lui qui occupe avec d'autres l'Afghanistan, c'est bien lui qui déporte les sans-papiers et c'est bien encore lui qui a envoyé ses CRS casser la grève avec occupation de l'usine de pièces d'euros à Pessac près de Bordeaux le 26 novembre dernier. Avec le front populaire, nos intérêts, les intérêts de tous les ouvriers sont soumis à ceux des patrons, de la bourgeoisie.

Eh bien, nous avons eu le front populaire, la collaboration de classe dans nos AG de grévistes car il y avait *toujours* le patron présent. C'était les oreilles qui traînent, le loup dans la bergerie, l'union *avec* le patron au lieu de l'union *contre* le patron. Comme je vous l'ai déjà dit, j'ai protesté contre ça vers la fin de la grève et nous avons enfin eu notre première AG *sans* le patron. Je pense que pas mal d'ouvriers ne vont pas oublier ça de si tôt. Tu ne peux pas gagner si l'ennemi est présent dans tes rangs.

Salutations,

A. C., abonné au *Bolchévik*

Face à cette attaque contre le peuple palestinien les impérialistes pleurnichent hypocritement, et les régimes arabes récitent leur litanie habituelle de résolutions creuses de l'ONU. Mais, dans les villes de tout le Proche-Orient et ailleurs, des centaines de milliers de personnes manifestent leur colère et cherchent désespérément un moyen de mettre fin à cet assaut israélien forcené.

Ce qu'il faut de façon urgente c'est que la classe ouvrière se mobilise au Proche-Orient et internationalement en défense du peuple palestinien et contre la terreur d'Etat

sioniste. Que ce soit les ouvriers noirs et arabes de Detroit aux USA ou le prolétariat français avec son importante composante maghrébine, ou bien les dockers d'Egypte et les ouvriers du pétrole iraniens, les travailleurs du monde entier doivent prendre fait et cause pour le peuple palestinien, descendre dans la rue, faire des grèves de protestation et autres actions ouvrières.

Au Maroc, plus d'un million de manifestants ont défilé à Rabat ; ils faisaient le signe zéro avec leurs doigts pour montrer leur mépris pour les régimes arabes qui ne font rien pour mettre fin à cette nouvelle catastrophe qui s'abat sur le peuple palestinien. Mais les bourgeoisies arabes ont toujours été les ennemies de la lutte nationale des Palestiniens. Arafat et toute une série de groupes soi-disant socialistes en Europe et aux Etats-Unis font appel aux Nations Unies et à l'Union européenne, ou même aux Etats-Unis, les protecteurs de l'Etat sioniste, pour qu'ils envoient une « force de protection internationale ». Mais c'est justement une telle force internationale qui avait pavé la voie aux massacres de Sabra et Chatila en 1982. Les puissances européennes de Grande-Bretagne et de France avaient autrefois des troupes au Proche-Orient – en tant que maîtres coloniaux opprimant les masses arabes. C'est sous les auspices d'une intervention de l'ONU que les impérialistes ont

*Suite page 8***LE BOLCHEVIK**

Publié par le comité central de la Ligue trotskyste de France, section de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste)

Rédacteur en chef: Herminio Sanchez  
Directeur de publication: Xavier Benoît

Réalisation: Guillaume José  
Diffusion: Marc Guétier

Le Bolchévik, BP135-10, 75463 Paris Cedex 10  
Imprimerie: Roto Presse Numéris, 36-40 Bd Robert Schuman, 93190 Livry-Gargan  
Commission paritaire: n° 59267. Distribué par les NMPP

*Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.*

Ce journal est imprimé par des travailleurs relevant de la convention collective nationale des imprimeries de Labeur et des industries graphiques.

# Femmes et Révolution



## RAWA et l'hypocrisie impérialiste sur les droits des femmes afghanes



Tass



McCurry/Gamma-Liaison

A gauche : Moudjahidins anti-femmes soutenus par l'impérialisme dans les années 1980 contre l'Armée rouge en Afghanistan. Après l'intervention soviétique, qui ouvrait la perspective de l'émancipation sociale, les femmes afghanes (à droite) ont pris les armes pour se joindre à la lutte contre les réactionnaires islamistes.

Afin de mobiliser l'opinion américaine pour qu'elle approuve les bombardements contre l'Afghanistan, le gouvernement impérialiste des Etats-Unis a manipulé l'indignation provoquée par la destruction du World Trade Center; il a aussi exploité avec cynisme l'horrible situation des femmes afghanes sous le régime des talibans. Laura Bush dénonçait la «brutalité envers les femmes» des talibans, le Secrétaire d'Etat Colin Powell expliquait sentencieusement que «les droits des femmes d'Afghanistan ne seront pas négociables», et dans les jours qui ont suivi la chute des talibans la presse occidentale ne tarissait pas sur les quelques femmes de Kaboul qui s'aventuraient courageusement hors de chez elles sans être couvertes de la tête aux pieds de la *burqa* obligatoire. Pourtant, maintenant que Washington a installé à Kaboul un régime fantoche appuyé par des milliers de soldats des Nations Unies, on n'entend plus beaucoup parler des prétendus droits «non négociables» des femmes afghanes.

Pas étonnant! Il y a un dicton pachtoune qui dit qu'«il n'y a que deux endroits où une femme est à sa place: à la maison ou dans la tombe»; ce dicton décrit toujours la réalité quotidienne dans Kaboul «libérée». Le nouveau gouvernement afghan, qui repose sur l'Alliance du Nord soutenue par les Etats-Unis, est constitué de la même bande de seigneurs de la guerre *moudjahidins* qui en 1992, la dernière fois où ils s'étaient emparés du pouvoir, avaient fait du pays un enfer; les massacres entre tribus avaient pavé la voie aux talibans (ils ont d'ailleurs déjà recommencé à s'affronter entre eux). Toutes les lois barbares de la *charia* (loi islamique) restent en place, et sont seulement légèrement modifiées. Un influent juge afghan a déclaré que les femmes condamnées pour «adultère» seraient toujours lapidées à

mort... mais avec des pierres plus petites. Les manifestations pour les droits des femmes sont interdites. Les femmes restent soumises à la *pardah*, la réclusion forcée à la maison.

Le fait que le gouvernement Bush, qui aimerait voir détruites toutes les cliniques qui pratiquent des avortements aux Etats-Unis, puisse se présenter comme le «libérateur» des femmes afghanes, est assurément grotesque. Mais toute la bande de militants de gauche et de féministes qui ont, tant aux Etats-Unis qu'en Europe, réclamé à cor et à cri une intervention impérialiste, ont contribué à cette cynique mascarade. Il y a eu par exemple la manifestation pour les «droits des femmes» organisée à Paris le 29 septembre, une semaine à peine avant le début des bombardements, où des portraits d'Ahmed Shah Massoud, le seigneur de la guerre assassiné de l'Alliance du Nord, figuraient en bonne place, accompagnés d'appels aux Etats-Unis pour qu'ils en finissent avec les talibans.

L'Association révolutionnaire des femmes d'Afghanistan (RAWA) a été un des protagonistes particulièrement actifs de cette croisade hypocrite autour des femmes afghanes. Cette organisation est acclamée par les groupes pseudo-marxistes et anarchistes du monde entier, et ses porte-parole ont été invitées à la tribune des manifestations de gauche contre la guerre. En même temps, RAWA bénéficie aux Etats-Unis du soutien de politiciens du Parti démocrate et de Voice of America (la Voix de l'Amérique), et croule sous les «prix des droits de l'homme» qui lui ont été décernés depuis la France jus-qu'en Asie.

Sous le règne des talibans, les activistes de RAWA, avec un grand courage, donnaient des cours dans des écoles clandestines pour filles; elles entraient en Afghanistan avec

Suite page 14

## Soutiens internationaux à la manifestation d'Oakland (USA)

### Les sections de la LCI mobilisent contre les attaques anti-immigrés et anti-ouvrières



WV Photo

Oakland (Californie), 9 février: manifestation ouvrière/noire de 300 personnes à l'initiative du Partisan Defense Committee et de la Bay Area Labor/Black League for Social Defense, des organisations associées à la SL/US., nos camarades aux USA. Les dockers du syndicat ILWU étaient au cœur de cette mobilisation. La banderole dit: « Les lois anti-terroristes visent les immigrés, les noirs, le mouvement ouvrier – Non à la loi USA-Patriot et à la loi sur la sécurité maritime! A bas la chasse aux sorcières anti-immigrés! »

Depuis le 11 septembre les gouvernements capitalistes, dans le monde entier, profitent de la « guerre contre le terrorisme » menée sous la houlette des Etats-Unis pour renforcer les appareils répressifs des Etats contre les travailleurs et les opprimés. Partout, ils visent en particulier les travailleurs immigrés, transformés en boucs émissaires pour le chômage, qui est une conséquence inévitable des crises économiques capitalistes. La mobilisation de front unique du 9 février à Oakland contre la chasse aux sorcières anti-immigrés, l'« USA-Patriot Act » et le « Maritime Security Act » (Loi sur la sécurité maritime) a démontré aux immigrés pris pour cible et aux militants qui ont une conscience de classe, aux Etats-Unis et ailleurs dans le monde, la possibilité de mettre en application la perspective pour laquelle combat la Ligue communiste internationale: mobiliser la puissance de la classe ouvrière en défense des immigrés. Cette action exemplaire aux Etats-Unis a aussi infligé un puissant démenti à l'anti-américanisme colporté par une grande partie de la pseudo-gauche, en Europe de l'Ouest et ailleurs, pour dédouaner leur « propre » classe dirigeante capitaliste.

Une déclaration de solidarité de la section du centre de tri de Créteil du syndicat français SUD PTT illustre la signification internationale de la mobilisation d'Oakland:

«Après les récents carnages en Irak, Serbie et Afghanistan, l'impérialisme tente maintenant d'asseoir son hégémonie, voulant briser la classe ouvrière, dont il craint à juste titre la puissance sociale. Ces lois scélérates visent à diviser la classe ouvrière en développant le poison raciste, à l'affaiblir en désignant pour cible sa composante déjà doublement opprimée.

Nous populariserons, avec nos faibles moyens, autant que nous le pourrons, votre initiative exemplaire, qui montre la

voie à suivre, y compris en France, où les travailleurs noirs et maghrébins subissent violemment le plan Vigipirate renforcé, la répression de l'armée et de la police à tout instant et en tout lieu. Le plan Vigipirate renforcé a été mis en place par le gouvernement social-démocrate (laquais de la bourgeoisie française) depuis le 11 septembre, avec la complicité de la quasi-totalité de la gauche française et des bureaucraties syndicales; soyez assurés, camarades, de notre amitié et de notre solidarité.

**A BAS LES LOIS RACISTES AUX ETATS-UNIS, EN FRANCE ET PARTOUT AILLEURS! VIVE LA SOLIDARITE INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS! »**

Outre la section SUD de Créteil, plus de 50 organisations ouvrières et responsables syndicaux ont soutenu l'action du 9 février. Parmi eux, le local n°10 de l'International Longshore and Warehouse Union dans la région de San Francisco [le syndicat des dockers], le syndicat SITUAM des personnels de l'université de Mexico et la branche régionale de l'agglomération de Toronto du Canadian Union of Postal Workers [le syndicat des postiers]. Un message de soutien a aussi été envoyé par le National Union of Metalworkers [syndicat des métallos], un syndicat stratégique en Afrique du Sud, où le gouvernement du Congrès national africain (ANC) de Thabo Mbeki mène une guerre contre les immigrés noirs originaires du Mozambique et des autres pays voisins. La manifestation était également soutenue par plusieurs groupes de défense des immigrés et des droits des minorités.

De New York à Paris, cette mobilisation a fait vibrer une corde sensible parmi les Palestiniens et d'autres personnes originaires du Proche-Orient, qui sont une cible privilégiée du harcèlement, des arrestations et autres persécutions

d'Etat aux Etats-Unis et en Europe. En Allemagne, une rafle raciste qui visait initialement les étudiants arabes a été étendue aux immigrés turcs et kurdes ainsi qu'aux noirs. En France, même les citoyens d'origine maghrébine de la deuxième ou de la troisième génération sont considérés comme des «immigrés» et subissent les exactions brutales de la police. Avec le renforcement par le gouvernement du plan «Vigipirate», en vigueur depuis des années, des flics en civil et en uniforme opèrent tous les jours des arrestations pour contrôle d'identité en pleine rue dans les quartiers habités par les ouvriers et les minorités, et les expulsions de sans-papiers se multiplient.

En Irlande, où la bourgeoisie, malgré sa prétendue neutralité, s'est empressée de soutenir les bombardements américains en Afghanistan, la «guerre contre le terrorisme» signifie semblablement une intensification de la terreur raciste. Comme l'expliquait le Spartacist Group Ireland, section de la LCI, dans son message de soutien à la manifestation du 9 février :

«La montée du racisme anti-immigrés qui a suivi a eu comme résultat, il y a deux semaines, le meurtre d'un étudiant chinois par une bande raciste. Des centaines de personnes, Irlandais et Chinois, sont descendues dans la rue pour manifester contre ce meurtre. Nous avons diffusé un tract qui disait qui est réellement responsable: "La croisade anti-immigrés de l'Etat capitaliste a encouragé le meurtre raciste d'un étudiant chinois" [...]. Nous avons expliqué aux travailleurs, aux jeunes et aux autres que cette manifestation à Oakland est un exemple de ce qu'il faut en réponse à la terreur raciste: des mobilisations de la puissance sociale de la classe ouvrière intégrée.»

A la manifestation d'Oakland Adwoa Oni a pris la parole au nom de la Bay Area Labor Black League for Social Defense [Ligue ouvrière/noire de la baie de San Francisco pour la défense sociale, fraternellement associée à la Spartacist League, nos camarades aux Etats-Unis]:

«Beaucoup de noirs avalent la campagne des capitalistes pour dresser contre les immigrés les ouvriers nés en Amérique. La classe dirigeante blanche raciste propage le mensonge dégoûtant que les immigrés pauvres seraient la raison pour laquelle les noirs continuent à être ségrégués de force au bas de l'échelle de la société. Des démagogues noirs comme Louis Farrakhan soutiennent et encouragent ce mensonge. Farrakhan traite de "sangues" les épiciers arabes et asiatiques dans le ghetto, dévoyant ainsi les noirs d'une lutte unie avec les immigrés pour l'égalité.

En même temps les immigrés apprennent à mépriser les noirs en avalant totalement les mensonges racistes répandus par la classe dirigeante, d'après lesquels les masses noires restent en bas de l'échelle parce qu'elles n'ont pas de "morale du travail". Les travailleurs immigrés doivent comprendre que la lutte contre l'oppression des noirs est centrale pour toute lutte

pour défendre les droits démocratiques en Amérique. Les droits des noirs et les droits des immigrés vont de pair, et nos luttes font avancer la cause de l'émancipation de la classe ouvrière dans son ensemble.

Notre programme de l'intégrationnisme révolutionnaire signifie, comme l'exprimait Karl Marx, que "le mouvement ouvrier ne peut s'émanciper dans la peau blanche quand il est marqué au fer rouge dans la peau noire". Cette émancipation n'est possible que dans une société socialiste égalitaire basée sur l'intégration la plus complète des noirs. Nous, les travailleurs – noirs, blancs, hispaniques et asiatiques – créons la richesse de la société. Ceux qui travaillent doivent avoir le pouvoir!»

## Pour l'unité de classe avec les travailleurs mexicains !

Toute lutte en défense des droits des immigrés aux Etats-Unis doit s'adresser au sort terrible des travailleurs originaires du Mexique et d'autres pays d'Amérique latine, qui représentent une proportion importante des ouvriers immigrés dans ce pays. Nous luttons pour les pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés, qu'ils soient «en règle» ou «clandestins», et nous sommes contre l'ALENA [Accord de libre-échange nord-américain] (et son extension au reste du continent sous l'enseigne de l'ALEA), qui a signifié le pillage de «libre-échange» du Mexique par l'impérialisme US. Mais la direction pro-impérialiste de l'AFL-CIO condamne l'ALENA du point de vue du protectionnisme chauvin, avec des dénonciations virulentes qui prennent pour cible les travailleurs mexicains.

Pour une perspective révolutionnaire pour tout le continent américain il est crucial de briser les chaînes forgées par les pontes syndicaux, qui lient le prolétariat des Etats-Unis à sa «propre» classe dirigeante. De l'autre côté de la frontière, nos camarades du Grupo Espartaquista de México (GEM) luttent pour arracher le prolétariat de ce pays au nationalisme qui le lie à la bourgeoisie mexicaine. Dans son message de soutien à la manifestation, le GEM insiste que «la lutte des travailleurs pour une société juste au Mexique ne peut pas aboutir sans la solidarité dans la lutte avec leurs frères de classe de l'autre côté de la frontière».

Parmi les soutiens à la mobilisation rassemblés par le GEM figurent quelque 600 grévistes de l'industrie chimique, membres de la fédération syndicale CTM, dans l'Etat du Michoacán. Le fait que ces grévistes se soient déclarés solidaires d'une manifestation aux Etats-Unis, de l'autre côté de la frontière, montre le potentiel qui existe pour une lutte de classe conjointe. Cela inflige aussi un démenti cinglant à la ligne colportée par les centristes de l'Internationalist Group (IG), qui prétendent que le syndicat corporatiste CTM – dont la bureaucratie est liée à l'ancien parti au pouvoir, le Parti révolutionnaire institutionnel – n'est aucunement une organisation ouvrière. L'IG tire un trait sur la CTM afin de se mettre à la remorque des gesticulations «anti-impérialistes» bidon du Parti de la révolution démocratique; le PRD est une organisation nationaliste «de gauche» qui a le soutien des bureaucrates des syndicats «indépendants», les seuls que l'IG considère comme d'«authentiques» syndicats au Mexique.

Ailleurs en Amérique latine, une équipe de camarades de la LCI a fait connaître en Argentine la mobilisation d'Oakland centrée sur le mouvement syndical, à un moment où l'Argentine est secouée par des manifestations de masse contre les mesures d'austérité féroces dictées par le Fonds monétaire international et imposées par la classe dirigeante

## Pour contacter la Ligue trotskyste :

### Paris

Le Bolchévik  
BP 135-10  
75463 Paris Cedex 10

Tél : 01 42 08 01 49

### Rouen

Le Bolchévik  
BP 240  
76003 Rouen Cedex 1

Tél : 02 35 73 74 47

argentine aux ordres de ses parrains impérialistes. Dans le message de soutien qu'il a adressé à la manifestation, le secrétaire aux relations internationales de la fédération syndicale CTA déclare :

« Il y a aujourd'hui fondamentalement deux facteurs de discipline sociale : d'un côté le chômage, et de l'autre les poursuites judiciaires contre les luttes sociales. L'exemple qui illustre le mieux la deuxième forme est le cas d'Emilio Ali, un jeune homme condamné à cinq ans et demi de prison pour avoir réclamé de la nourriture dans un supermarché à la tête d'un groupe de chômeurs.

Depuis l'Argentine, la Central de los Trabajadores Argentinos vous assure de sa solidarité et de son soutien à votre lutte pour les droits civiques, sur la voie de la construction d'un monde de plus grande justice et de plus grande solidarité. »

Nous disons : **A bas l'ALENA et l'ALEA ! Pour des révolutions socialistes dans toutes les Amériques !**

### **Terreur anti-immigrés dans la « forteresse Europe »**

De façon non moins brûlante qu'aux Etats-Unis, une mobilisation du mouvement ouvrier organisé en défense des travailleurs immigrés est une nécessité urgente partout dans la « forteresse Europe » raciste. Qu'il s'agisse du Parti travailliste en Grande-Bretagne, du Parti socialiste en France ou du Parti social-démocrate (SPD) en Allemagne, les sociaux-démocrates administrent actuellement les Etats capitalistes d'une grande partie de l'Europe de l'Ouest, où ils imposent une répression raciste qui, à son tour, favorise le développement de l'extrême droite et des fascistes.

La ville de Hambourg, en Allemagne, est montrée du doigt par le gouvernement capitaliste du SPD et par les médias comme un foyer de « terrorisme islamique » - une « ville d'agents dormants ». Le 9 décembre, Achidi John a été tué pendant sa garde à vue par la police ; il était victime de la pratique sadique consistant à provoquer des vomissements, une torture infligée aux immigrés par le gouvernement dans sa « guerre à la drogue ». Environ 140 étudiants, immigrés pour la plupart, ont été la cible d'un « profilage racial » (*Rasterfahndung*) informatisé, et arrêtés pour être « interrogés » par la police. Parmi eux il y a Abdelwahab Osman K.-M., un chercheur allemand d'origine soudanaise, dont l'appartement a été saccagé par la police alors qu'il était en vacances, et dont le nom a été traîné dans la boue pendant des semaines par la presse bourgeoise. Un mandat d'arrêt international a été lancé contre lui, puis annulé pour manque de preuves. Nos camarades de la Jeunesse spartakiste de Hambourg ont

organisé une manifestation de protestation à son université autour des mots d'ordre « Bas les pattes devant Abdelwahab ! A bas la *Rasterfahndung* ! », et ont diffusé un tract appelant à « des mobilisations étudiantes/immigrées/ouvrières contre la terreur raciste d'Etat ».

Nos camarades n'ont pas seulement fustigé le rôle des sociaux-démocrates au pouvoir dans ces exactions anti-immigrés, mais ont aussi dénoncé les illusions dans le Parti du socialisme démocratique (PDS), qu'une grande partie de la pseudo-gauche présente comme une alternative au SPD. Le PDS est l'héritier social-démocrate de la bureaucratie stalinienne qui a vendu l'Etat ouvrier déformé est-allemand à l'impérialisme ouest-allemand. La réunification contre-révolutionnaire de l'Allemagne en 1990 a amené dans son sillage le chômage de masse, la montée de la terreur fasciste et la dévastation de l'Allemagne de l'Est, tout en encourageant les attaques contre le niveau de vie de la classe ouvrière dans toute l'Allemagne.

Comme l'expliquait le tract de la Jeunesse spartakiste, la trahison du PDS « a pavé la voie à 12 années d'attaques massives contre les travailleurs, et au déploiement de la Bundeswehr [l'armée allemande] partout dans le monde. Depuis cette époque, le PDS brûle de participer au gouvernement pour le compte de l'impérialisme allemand. » Le PDS, qui continue à bénéficier du soutien de nombreux ouvriers à l'Est, a maintenant rejoint le SPD dans un gouvernement de coalition à Berlin, pour mieux administrer l'austérité anti-ouvrière et imposer celle-ci en envoyant davantage de flics dans les rues.

Le 2 février, le gouvernement SPD a pris une initiative qui démontre de façon inquiétante que la « guerre contre la terreur » vise le mouvement ouvrier tout entier : il a déployé des centaines de flics à Munich pour encercler le siège de la fédération syndicale DGB où se tenait un meeting anti-OTAN. Des travailleurs prévenus de cette provocation policière massive se sont rendus sur les lieux, et c'est seulement cette mobilisation ouvrière qui a persuadé les flics de reculer et de laisser les activistes anti-OTAN quitter le bâtiment sans se faire molester. Un syndicaliste remarquait que jamais depuis l'époque d'Hitler un bâtiment syndical n'avait été encerclé par des flics. Mais ce n'était pas les nazis hitlériens qui étaient la force derrière cette provocation policière : c'était le SPD, dont la base est en fait les travailleurs syndiqués d'Allemagne. En outre, détail grotesque, beaucoup des flics qui encerclaient le local du DGB sont membres de cette fédération syndicale ! Le Spartakist Arbeiterpartei [parti ouvrier spartakiste] et la Jeunesse spartakiste exigent : **Flics, hors des syndicats !**

A la remorque des gouvernements sociaux-démocrates d'Europe de l'Ouest se trouve le gros de la gauche réformiste et centriste, qui appelle invariablement à voter pour ces traîtres de classe pour « battre la droite ». En France, cela signifie soutenir le gouvernement de front populaire dirigé par les socialistes, qui préside à la terreur d'Etat de Vigipirate. Les réformistes de Lutte ouvrière (LO) ont adopté une posture de gauche en se prononçant contre un vote pour le front populaire aux prochaines élections présidentielles. Mais leur silence assourdissant sur Vigipirate équivaut à apporter un soutien tacite à cette répression d'Etat anti-immigrés, qui est un mécanisme central pour lier la classe ouvrière au pouvoir capitaliste contre un « ennemi de l'intérieur » redouté, haï et inventé. Les groupes réformistes et centristes qui soutiennent aussi le front populaire servent à enchaîner les travailleurs de France à leur

#### **Série de cours marxistes de la LTF / Paris**

- Le front populaire : pas une tactique mais un crime **lundi 6 mai**
- La Palestine et la question nationale **lundi 3 juin**
- Classe ouvrière et direction révolutionnaire : leçons d'Espagne 1936 **lundi 17 juin**
- La révolution permanente **lundi 1<sup>er</sup> juillet**

**18h**

CICP, 21 ter rue Voltaire, 75011 Paris  
(M° Rue des Boulets)

«propre» classe dominante en colportant le nationalisme anti-américain.

Dans leur message de soutien à la manifestation du 9 février, nos camarades de la Ligue trotskyste de France (LTF) déclaraient :

« Cette manifestation nous permet aussi de lutter contre le chauvinisme anti-américain qui est très répandu par la bourgeoisie ici. Même les partis qui se réclament du socialisme poussent le chauvinisme en prétendant que tous les problèmes dans le monde viennent des Etats-Unis. Nous avons cherché à montrer aux travailleurs en France que leur meilleur allié contre le capitalisme est la classe ouvrière internationale. Votre mobilisation aux Etats-Unis nous permet d'introduire les travailleurs à l'internationalisme en action. »

En France, comme dans toute l'Europe de l'Ouest, une forte composante ouvrière d'origine immigrée est intégrée à la classe ouvrière dans des secteurs stratégiques de l'industrie. Ceci souligne encore davantage l'importance critique de la défense des immigrés pour faire avancer la cause de l'unité révolutionnaire du prolétariat.

### Pour un parti ouvrier révolutionnaire !

La mobilisation d'Oakland en défense des immigrés a eu une résonance toute particulière en Australie, où le gouvernement de droite de John Howard, soutenu par les pontes de l'Australian Labor Party (ALP - Parti travailliste australien), mène une campagne barbare contre les réfugiés, dont de nombreux Afghans, Irakiens et Iraniens. Ceci a provoqué des actions de protestation désespérées dans les camps de détention pour réfugiés, où des centaines de personnes ont menacé de se suicider ou d'entamer des grèves de la faim, certains allant même jusqu'à se coudre les lèvres avec du fil barbelé et des lambeaux de couvertures. Cette campagne a aussi violemment polarisé la société australienne, avec, dans différentes villes aux quatre coins du pays une flambée de manifestations contre l'incarcération brutale de demandeurs d'asile, tandis que des milliers de personnes annonçaient qu'elles étaient prêtes à héberger des réfugiés échappés des camps. Nos camarades de la Spartacist League/Australia sont intervenus dans les meetings et protestations pour lutter pour des actions ouvrières/minorités en défense des réfugiés et des immigrés. Dans un tract diffusé le 10 février, ils déclaraient :

« La classe dirigeante raciste ne se laissera pas influencer par les appels serviles au respect des "valeurs morales" de la gauche travailliste et des libéraux. Le seul calcul "moral" des capitalistes, c'est leur bilan comptable. Les capitalistes veulent massacrer l'emploi et mettre en pièces la santé, l'éducation et les prestations sociales sans rencontrer d'opposition ; pour cela ils attisent le racisme pour diviser la classe ouvrière, en s'attaquant en premier aux plus vulnérables afin de paralyser la capacité de lutte des travailleurs. Mais la classe ouvrière, avec sa composante immigrée stratégique, fait tourner la machine à profits. Une grève politique combinant la défense des immigrés et l'opposition aux attaques antisyndicales serait un pas important dans la lutte pour mettre en échec les plans de division raciste et les attaques antisyndicales des patrons. Droit d'asile maintenant et pleins droits de citoyenneté pour les réfugiés et tous les immigrés ! Fermez les camps de concentration ! Non aux expulsions ! »

Pendant les élections de novembre dernier, le Parti travailliste a multiplié les tirades racistes pour rivaliser avec le Parti libéral, provoquant ainsi l'indignation des travailleurs immigrés qui représentent une forte proportion de la base de beaucoup de syndicats. Les chefs syndicaux travaillistes, réagissant à cette colère de la base, ont mis sur pied « Labor for Refugees » [les travaillistes pour les réfugiés], qui affirme s'opposer à la détention forcée. Il s'agit là d'une brèche significative dans le climat de réaction raciste. Mais les dirigeants des syndicats et des groupes réformistes comme l'International Socialist Organisation (ISO), cherchent à canaliser l'opposition aux attaques du gouvernement vers le soutien à l'ALP, qui porte une responsabilité directe dans la politique anti-immigrée et antisyndicale. L'ISO salue comme un « encouragement formidable pour tous les réfugiés » l'appel du dirigeant travailliste Simon Crean à libérer les enfants détenus pour les placer dans des familles d'accueil ; l'ISO s'enthousiasme ainsi tout simplement pour Labor for Refugees, dont l'objectif est de faire pression sur l'ALP pour qu'il adopte une politique plus « compatissante », en qualifiant sa création de « formidable avancée » (*Socialist Worker* australien, 1<sup>er</sup> février).

Alors que les réfugiés se noient en haute mer ou sont jetés dans des camps de concentration tandis que les ouvriers en grève sont traités de « terroristes », les immigrés et aussi les ouvriers blancs natifs d'Australie cherchent à se positionner pour pouvoir lutter pour défendre les opprimés et le mouvement ouvrier tout entier. Nous avons pour objectif de diriger la colère et le mécontentement qui s'expriment de façon évidente à la base, y compris à travers des actions comme la mobilisation d'Oakland, pour montrer que les travailleurs et les minorités opprimées ont besoin d'un parti ouvrier révolutionnaire, pas d'un parti « travailliste » qui soutient la domination capitaliste.

Contrairement aux réformistes et aux centristes dont le programme se définit par la pression sur les sociaux-démocrates pour réformer le système existant, notre objectif est de gagner les travailleurs à la conception qu'ils doivent balayer le système capitaliste tout entier ; nous voulons forger par l'éducation et la lutte le parti d'avant-garde du prolétariat qu'il faut pour atteindre ce but. Notre défense des droits des immigrés représente une part vitale de notre programme internationaliste révolutionnaire. C'est cette vision qu'exprimait le message de soutien de la LTF à la mobilisation d'Oakland :

« Au moment de la lutte de la bourgeoisie contre les immigrés, il faut se souvenir du rôle-clé que les travailleurs immigrés ont joué dans les luttes de classe, comme pendant la Commune de Paris en 1871. C'est un ouvrier hongrois, Léo Frankel, membre de la Commission de travail et d'échange, qui a écrit le décret sur l'expropriation des usines pendant la Commune. Comme le disait Marx :

« Proclamant hautement ses aspirations internationalistes - parce que la cause des producteurs est partout la même et que son ennemi est partout le même, quelle que soit sa nationalité (quel que soit son vêtement national) - Paris a proclamé le principe de l'admission des étrangers à la Commune, il a même élu un ouvrier étranger (membre de l'Internationale) à son Exécutif, il a décrété la destruction du symbole du chauvinisme français, la colonne Vendôme. »

Nous célébrons la mémoire de la Commune de Paris et luttons pour de nouvelles révolutions d'Octobre. Votre manifestation à Oakland, modeste mais exemplaire, montre la voie à suivre pour tous les travailleurs. »

- Traduit de Workers Vanguard, 22 février

Visitez le site Web de la LCI  
[www.icl-fi.org](http://www.icl-fi.org)

## Palestine...

Suite de la page 2

perpétré le massacre du peuple irakien en 1991.

Surtout en ce moment, les appels à une intervention militaire impérialiste servent à légitimer et faciliter les nouveaux plans de guerre de Washington contre l'Irak. La « mission de paix » du secrétaire d'Etat Colin Powell n'est de toute évidence qu'une tentative cynique d'étouffer la colère des masses arabes, qui empêche des Etats clients comme l'Egypte d'apporter un soutien même nominal à la campagne pour écraser Saddam Hussein. Nous disons : **Défense des Palestiniens ! Retrait immédiat des territoires occupés de toutes les troupes et de tous les colons israéliens ! Retrait immédiat du Golfe persique et du Proche-Orient de toutes les forces des Etats-Unis et de l'ONU ! A bas le blocus qui affame l'Irak ! USA, bas les pattes devant l'Irak !**

### Les manifestations secouent l'Orient arabe et l'Europe de l'Ouest

Du Caire et d'Amman, la capitale de la Jordanie, à Ankara en Turquie, les manifestants pro-palestiniens se sont heurtés aux forces spéciales de police. En Egypte, les manifestations dans la capitale se sont propagées aussi à Alexandrie dans le Nord et Sohag au Sud. Des milliers de manifestants ont défilé malgré l'interdiction de manifester, faisant face aux gaz lacrymogènes et aux canons à eau. Même à Bahreïn, un petit émirat riche en pétrole où mouille la Cinquième flotte américaine, il y a eu des manifestations de masse, et des manifestants ont réclamé la fermeture de la base navale américaine après le meurtre d'un manifestant qui essayait de s'approcher de l'ambassade américaine.

Il se pourrait bien que les dirigeants arabes cherchent à détourner la colère populaire en donnant encore plus dans la démagogie antisioniste ou même anti-américaine, comme ils l'ont si souvent fait dans le passé. Les masses arabes doivent orienter leur solidarité avec le peuple palestinien opprimé vers la **révolution prolétarienne** contre leurs **propres** gouvernants arabes ; ces derniers, qu'ils soient nationalistes bourgeois ou islamistes traditionalistes, sont fondamentalement les agents politiques de l'impérialisme occidental. Si cela ne se produit pas, l'intense hostilité contre Israël et son protecteur américain ne fera que renforcer l'intégrisme islamiste qui se fait passer pour l'opposition « radicale » aux régimes arabes essentiellement pro-occidentaux.

Il y a également eu d'énormes manifestations dans toute l'Europe de l'Ouest, et dans une moindre mesure aux USA. A Paris le 6 avril, 40 000 personnes sont descendues dans la rue aux cris de « Bush, Sharon, assassins ». Les manifestants étaient pour une grande part maghrébins, mais il y avait aussi des Africains, des Turcs, des Kurdes et des Français, dont l'Union des Juifs français pour la paix. La population d'origine maghrébine subit le chômage, se fait accuser de « terrorisme » dans la presse, et elle est victime d'une violente répression policière. Pourtant parmi les milliers de manifestants à Paris il y avait des familles entières, enfants et grand-parents compris, qui ont surmonté leur peur et sont sortis des banlieues malgré la ségrégation.

Le gouvernement Jospin, sous prétexte qu'il y a eu une série d'attentats à la bombe répréhensibles contre des synagogues et des écoles juives, en a profité pour justifier ses mesures d'Etat policier contre la jeunesse maghrébine. Il

n'est pas du tout clair qui est responsable de ces attentats odieux, surtout étant donné qu'il existe un important mouvement fasciste en France. Ce qui est clair, c'est la chose suivante : quand la haine justifiée envers les gouvernants capitalistes racistes d'Israël se transforme en vil antisémitisme – le « socialisme des imbéciles » –, ce sont les fascistes qui en bénéficient. Il faut noter que, à leur crédit, les organisateurs de la communauté arabe de la manifestation



le Bolchévik

Cortège de la LTF à la manifestation pro-palestinienne à Paris le 23 mars

du 6 avril ont, comme dans les manifestations pro-palestiniennes précédentes, fait des déclarations publiques condamnant les attaques antisémites.

La grande manifestation pro-Israël du lendemain, par contre, a donné lieu à une orgie de chauvinisme anti-arabe, réclamant la peau d'Arafat. Des bandes de nervis de la Ligue de défense juive et du Betar (qui se compare aux fascistes de Mussolini dans les années 1930) tabassaient sauvagement les Maghrébins ou les Africains sur lesquels ils tombaient ; ils ont attaqué aussi une manifestation de Juifs laïcs dont certains soutenaient les réservistes de l'armée israélienne qui refusent de servir dans les territoires occupés.

### La soi-disant gauche réclame une intervention impérialiste

La gauche réformiste et centriste, en réclamant une « force de paix » impérialiste et des sanctions économiques, sème l'illusion qu'on peut faire pression sur ses gouvernants impérialistes respectifs pour qu'ils servent les intérêts des opprimés. En France la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) pseudo-trotskyiste fait partie de ceux qui demandent à ce même Etat impérialiste qui a fait une guerre coloniale contre l'Algérie et qui aujourd'hui fait la chasse aux jeunes Arabes dans les banlieues, de protéger les Arabes palestiniens au Proche-Orient. Pourquoi est-ce qu'ils ne demandent pas des sanctions économiques contre l'impérialisme français face à cette répression ?

La LCR ainsi que d'autres groupes de gauche appellent à des délégations d'observateurs civils européens et américains dans les territoires occupés. Il ne fait pas de doute que beaucoup de ceux qui y participent sont courageux et risquent leur vie par souci humanitaire pour les Palestiniens, mais ces actions idéalistes ne servent en fin de compte qu'à

## Souvenons-nous de l'Affaire Dreyfus et de Vichy !

# Le culot de la bourgeoisie française sur l'antisémitisme

*Nous reproduisons ci-dessous des extraits de la présentation d'un camarade de la LTF dans notre meeting public sur la Palestine à Paris le 19 février.*

\* \* \*

En France il y a aussi toute une campagne sur la question de l'antisémitisme. C'est franchement obscène que le gouvernement de l'Etat français actuel, successeur de l'Etat français de Vichy, dont Mitterrand était d'ailleurs un haut fonctionnaire, veuille nous donner la leçon qu'il faut s'opposer à l'antisémitisme. Il s'agit de tout autre chose avec cette campagne : il s'agit de criminaliser les jeunes des banlieues, notamment ceux d'origine maghrébine, en les présentant comme des activistes antisémites. Vous croyez que Papon s'appelle Mohammed ? C'est de la bourgeoisie catholique française que vient d'abord l'antisémitisme dans ce pays.

La campagne a commencé il y a un an avec la deuxième intifada. Le président du CRIF, Cuckierman, vient de faire une déclaration dans *le Monde* (12 février) désignant les criminels supposés de façon on ne peut plus catégorique :

«Il plaît aux dirigeants de ce pays de minimiser les actes anti-juifs. [...] Parce que cette violence ne vient pas de l'extrême droite. Parce qu'elle vient des banlieues maghrébines.»

Dans le même style il y a toute une série de livres qui viennent de sortir pour défendre la politique de l'Etat sioniste. Par exemple un certain Pierre-André Taguieff, un homme «d'un long engagement à gauche» d'après *le Monde*, dénonce la nouvelle «judéophobie banlieusarde». Vous avez tout un dossier du *Monde* d'hier (daté 19 février) sur l'«antisémitisme en France», comme quoi c'est les Maghrébins des banlieues etc. pendant deux pages. Si vous arrivez au bout de tout ça voici les mots de conclusion : «le bilan de l'année 2001 est marqué [...] par "une remontée du racisme antimaghrébin"».

Il y a eu des attaques contre des synagogues, qui sont d'ignobles actes antisémites que nous condamnons, quels qu'en soient les auteurs. Récemment encore une école juive à Créteil a fait l'objet d'un attentat, ce qui a fait l'objet d'un grand tapage dans les médias. Par contre l'événement suivant est passé pratiquement inaperçu ;

après tout il ne s'agit que d'un «fait divers», d'après le très respectable *le Monde* (7 février) :

«La statue du capitaine Dreyfus, à Paris, a été badigeonnée de peinture jaune tout récemment et recouverte de l'inscription "sale traître". Une étoile de David a été tracée sur le socle de la statue, située place Pierre-Lafue, dans le 6e arrondissement de la capitale.»

Vous croyez que c'est des jeunes d'origine algérienne qui ont traité Dreyfus de «sale traître»? Evidemment non, cela ne peut être que l'œuvre de fascistes très français. Mais cela a beaucoup moins ému le gouvernement que l'attentat de Créteil. Dans la foulée de celui-ci la gauche de tout le département, notamment le PCF et la LCR, a organisé un grand meeting à Créteil le 3 février où le mot d'ordre central était pour la «solidarité avec les Israéliens et les Palestiniens qui luttent pour une paix juste». En fait le PC et la LCR ont manifesté leur solidarité avec leur propre bourgeoisie sous couvert d'appels à une force internationale, pendant que des jeunes étaient venus pour manifester leur solidarité avec les Palestiniens assiégés. Ils étaient écœurés que les organisateurs mettent sur le même plan les Israéliens et les Palestiniens.

La politique du gouvernement de Jospin-Chirac-Gayssot sur la Palestine se reflète dans son traitement des jeunes d'origine arabe ou maghrébine ici. Quand il a profité des attentats criminels du 11 septembre pour mettre en place Vigipirate, nous l'avons immédiatement dénoncé. Mais les immigrés et leurs familles ne sont pas simplement une minorité opprimée en France, ils font partie de la classe ouvrière, où réside leur puissance sociale. La bourgeoisie en France utilise le racisme pour diviser la classe ouvrière. Les ouvriers d'origine immigrée sont les premières victimes des licenciements et du chômage. Ensuite les autres sont plus vulnérables aussi. C'est pourquoi la classe ouvrière doit être mobilisée contre la terreur raciste. Elle doit être mobilisée en défense du peuple palestinien. Mais cela nécessite une lutte implacable contre le front populaire - ce gouvernement de coalition des partis ouvriers avec la bourgeoisie - et les réformistes à sa traîne. C'est cela la perspective de la Ligue communiste internationale et de sa section française, la LTF.

mettre en place une intervention de «maintien de la paix» impérialiste. Une participante à ces missions, Annie Pourre, expliquait ainsi : «Une fois là-bas, on s'est dit que les Etats ne faisaient rien, que c'était donc à la société d'intervenir pour exiger de l'ONU une force d'interposition» (*le Monde*, 4 avril). Mais une telle force impérialiste ne peut avoir pour but que de mieux museler le peuple palestinien, comme le déclare Védrine lui-même, le ministre français des Affaires étrangères qui s'est mis à la tête de cette initiative : «Naturellement, je pense que le gouvernement israélien a le devoir de combattre le terrorisme, mais je pense que combattre le terrorisme par la seule répression ne le fera pas disparaître» (*le Monde*, 4 avril). Pour Védrine, en plus de la répression il faut la «politique diplomatique» de la République française.

Les marxistes au contraire se battent pour mobiliser la classe ouvrière dans des actes concrets de solidarité prolétarienne avec les masses palestiniennes assiégées, y compris en faisant des grèves politiques de protestation et des actions ouvrières pour empêcher l'expédition de matériel militaire pour l'Etat d'Israël. C'est seulement en mobilisant les ouvriers internationalement contre leur propre gouvernement que l'on peut réaliser cette perspective, et non en alimentant les illusions dans la générosité de l'Etat bourgeois. Comme l'a écrit Léon Trotsky dans les années 1930, quand beaucoup de militants de gauche réclamaient des sanctions de la Société des Nations (prédécesseur de l'ONU) contre l'invasion de l'Ethiopie par l'Italie, «L'action ouvrière ne peut commencer qu'en opposition absolue à la bourgeoisie nationale et à ses combinaisons

internationales. Soutien de la S.D.N. et soutien des actions ouvrières sont l'eau et le feu: on ne les marie pas.» («Entretien sur l'I.L.P.», novembre 1935)

La campagne de certains groupes de gauche aux Etats-Unis pour que le gouvernement américain mette fin à son aide à Israël, est étroitement liée à l'agitation dans les universités pour que celles-ci (qui ont livré les noms de tous les étudiants arabes ou musulmans au FBI et aux services d'immigration) retirent leurs investissements dans les entreprises qui font du commerce avec Israël. Cette revendication a été avancée récemment lors de l'occupation d'un bâtiment par les Etudiants pour la justice en Palestine de l'Université de Berkeley, dont le principal porte-parole est membre de l'International Socialist Organization (ISO, liée jusque récemment au SWP britannique de feu Tony Cliff et au groupe qui publie *l'Etincelle* en France).

Cela fait des dizaines d'années que les Etats-Unis apportent une aide militaire et économique massive à Israël. C'est l'une des pierres de touche de la politique étrangère américaine au Proche-Orient. Israël a aujourd'hui un appareil militaire hautement équipé, en comparaison duquel celui des régimes arabes des alentours est minuscule. De plus, le fait que Sharon ait ignoré la demande de Bush qu'il fasse une trêve montre que, bien qu'Israël soit un partenaire subalterne de l'impérialisme US, c'est aussi une puissance régionale qui a ses intérêts propres.

L'économie d'Israël ne dépend pas tant des investissements américains que de l'aide directe du gouvernement US, de l'ordre de 5 milliards de dollars par an. Cette pitoyable campagne de l'ISO pour réorienter les investissements des universités a en fin de compte pour but de réorienter la politique du gouvernement américain et donc implicitement d'appeler les USA à intervenir pour défendre les Palestiniens.

### La faillite du nationalisme de l'OLP

La gauche dans de nombreux pays (la LCR en France par exemple) prend pour prétexte à son appel à des troupes impérialistes, qu'ils ne font là que relayer la demande de la direction du peuple palestinien, l'AP d'Arafat. Premièrement ils considèrent comme légitime la direction petite-bourgeoise de l'OLP, qui n'en finit pas de trahir la cause palestinienne. Deuxièmement, le peuple palestinien a déjà lourdement payé de son sang, en 1982, l'«expérience» d'une intervention impérialiste: les «forces de paix» des Etats-Unis, de la France et autres étaient entrées au Liban et avaient désarmé les combattants palestiniens, pavant ainsi la voie au massacre de 2 000 réfugiés des camps de Sabra et Chatila, un massacre organisé par Sharon.

Ces groupes pleurent aujourd'hui les accords d'Oslo de 1993 entre Israël et l'OLP. Nous avons au contraire ouvertement dénoncé ces accords, les qualifiant de «marché grotesque sur le dos du peuple palestinien assujéti» qui «apposerait le sceau de l'OLP sur l'oppression nationale des masses arabes palestiniennes, opprimées depuis si longtemps» («Accord Israël-OLP pour un ghetto palestinien», *le Bolchévik* n° 125, novembre-décembre 1993). Derrière cette trahison des masses palestiniennes il y avait la destruction de l'URSS par la contre-révolution capitaliste en 1991-92, une défaite historique pour le prolétariat mondial. Privée du soutien diplomatique et financier que Moscou lui procurait auparavant, l'OLP (comme d'autres mouvements ou régimes nationalistes du tiers-monde) est rapidement arrivée à un accord avec l'impérialisme US.



UPI  
Le massacre de Palestiniens à Sabra et Chatila en 1982 à Beyrouth avait été préparé par l'intervention militaire impérialiste (y compris la France) qui avait désarmé et exilé les combattants palestiniens.

Les accords d'Oslo n'ont servi qu'à intensifier encore l'oppression du peuple palestinien. Toute la bande de Gaza a été entourée d'une clôture électrifiée, ce qui en fait littéralement un camp de concentration amélioré pour plus d'un million de Palestiniens. Le gouvernement capitaliste israélien a drastiquement réduit le nombre d'emplois, d'ailleurs mal payés, accessibles aux Palestiniens en Israël et qui étaient la source de revenus de la plupart des résidents de la bande de Gaza. Quant au nombre de colons israéliens, qui sont des auxiliaires ultra-chauvins et armés jusqu'aux dents des forces d'occupation militaire, il a *doublé* depuis 1993. Il y a désormais toute une série de checkpoints (points de contrôle) et de routes fortifiées «uniquement pour les Juifs» qui découpent la population palestinienne en une multitude de ghettos isolés les uns des autres.

Une partie de la gauche vante le Front populaire pour la libération de la Palestine (FPLP). Malgré son opposition verbale occasionnelle au conciliationnisme d'Arafat, le FPLP n'est qu'une formation nationaliste petite-bourgeoise fondamentalement peu différente du Fatah d'Arafat. Tout comme Arafat, Ahmad Saadat, le dirigeant du FPLP, se tourne vers l'ONU pour «forcer Israël à mettre en application les résolutions des Nations Unies», ainsi qu'il l'a déclaré dans une interview avec *Al-Hadat* l'an dernier. Dans les manifestations pro-palestiniennes à Berlin, des militants du FPLP ont reproché à nos camarades d'appeler à la lutte des classes sous prétexte que cela diviserait le peuple palestinien. Au début des années 1970, le FPLP se spécialisait dans les détournements d'avion et les attentats terroristes indiscriminés contre les civils israéliens.

Le FPLP soi-disant marxiste, qui rejette toute notion d'unité de classe entre les travailleurs arabes et ceux de langue hébraïque, n'hésite pas, par contre, à s'allier avec des intégristes islamistes comme le Hamas. Les réactionnaires antisémites du Hamas et du Djihad islamique représentent une menace mortelle pour les militants de gauche palestiniens, et en particulier pour les femmes qui refusent de se soumettre au diktat de la charia (loi islamique). En fait, aux yeux de beaucoup de Palestiniens, une intervention impérialiste serait une façon de maintenir Arafat au pouvoir dans l'Autorité palestinienne; ils le voient comme un moind-

dre mal par rapport au Hamas. Mais c'est justement la faillite totale du nationalisme de l'OLP qui a poussé tant de Palestiniens, un peuple pourtant historiquement cosmopolite, dans les bras des intégristes islamiques.

Les nationalistes vont jusqu'à l'enthousiasme aveugle pour les attentats-suicides palestiniens. En fait ces attentats sont des actes de désespoir face à une puissance militaire supérieure écrasante. De plus il faut faire une distinction entre les attentats contre les militaires israéliens et les colons, qui font partie du régime militaire d'occupation, et les attentats contre les civils innocents en Israël. Les attentats criminels contre les populations civiles sont typiques des luttes nationalistes, qu'elles soient justes ou non.

Comme nous le faisons remarquer dans une déclaration de la Spartacist League/U.S. en date du 30 mars :

«Maintenant, ce ne sont plus seulement les islamistes fanatiques mais aussi les Palestiniens laïques, y compris les femmes, qui ne voient pas d'autre option que de s'immoler eux-mêmes et d'autres au hasard dans des attentats-suicides. Mais ces attentats ne servent qu'à reboucher les fissures qui apparaissent dans la société israélienne, comme par exemple les récentes protestations contre l'occupation parmi les réservistes israéliens et leurs partisans contre l'occupation, et ils repoussent la population de langue hébraïque dans les bras des forcenés nationalistes sionistes.»

— «Défense du peuple palestinien ! Troupes israéliennes, colons, hors des territoires occupés !», supplément au *Bolchévik* n° 158, hiver 2001-2002

Dans la population de langue hébraïque, la popularité d'Ariel Sharon a augmenté de façon significative après la dernière série d'attentats-suicides, et une majorité écrasante soutient l'assaut actuel contre les Palestiniens. De toute évidence, Sharon a toujours cherché à provoquer des attentats terroristes palestiniens pour avoir un prétexte pour exercer sa propre terreur contre les Palestiniens, une terreur qui fait bien plus de morts.

### Le « mini-Etat » : un ghetto palestinien

La raison pour laquelle la gauche appelle à une intervention impérialiste et soutient le nationalisme palestinien, c'est qu'elle est totalement incapable de concevoir une solution à la question palestinienne en dehors du cadre de l'Etat-nation bourgeois. La gauche rejette la perspective d'une révolution ouvrière arabe-hébraïque pour balayer les bourgeoisies tant israélienne qu'arabes, sous prétexte que c'est utopique.

Mais c'est en fait la seule voie pour l'émancipation nationale du peuple palestinien. Il est tout à fait clair que les Palestiniens ne peuvent pas gagner militairement dans un conflit avec l'Etat sioniste. Mais à moins de détruire l'Etat sioniste, qui de par son existence même est oppressif pour le peuple palestinien, l'autodétermination palestinienne ne peut pas réellement s'exprimer. Toute « solution » à la question nationale palestinienne sous le capitalisme ne peut que perpétuer l'oppression des Arabes palestiniens, ou renverser les termes de l'oppression en ôtant au peuple de langue hébraïque ses droits nationaux légitimes.

En 1974 la direction de l'OLP a déclaré qu'elle soutenait la création d'un « mini-Etat » palestinien en Cisjordanie et dans la bande de Gaza. Des dirigeants nationalistes palestiniens de gauche comme Georges Habache du FPLP se sont opposés à la solution du mini-Etat, mais ils n'avaient pas d'autre alternative à proposer que de continuer la guerre entre les régimes arabes et Israël. Et cela se basait sur la perspective qu'on pouvait faire pression sur les régimes arabes pour qu'ils se battent pour les droits des Palestiniens. Mais en réalité, les régimes bourgeois arabes sont tout aussi hostiles aux aspirations nationales des Palestiniens que le sont les dirigeants sionistes.

Dans les pays arabes on entend dans les manifestations : « Où sont les armées arabes ? » Mais quand les armées arabes sont entrées en guerre contre Israël en 1948, ce n'était pas pour « libérer » la Palestine mais pour se la partager entre elles. Et les dirigeants sionistes étaient tout à fait conscients de cela. En novembre 1947, Golda Meir, dirigeante de l'Agence juive, a eu des négociations secrètes avec le roi Abdallah de Transjordanie, qui l'a informée de ses projets de s'octroyer l'Est de la Palestine : « Je veux annexer cette région à mon royaume. Je ne veux pas créer un autre Etat arabe qui ruinerait mes projets. Je veux être le cavalier, pas le cheval » (cité dans *Genesis 1948* de Dan Kurzman, 1970). Et effectivement, entre 1948 et le conflit israélo-arabe de 1967, la Cisjordanie et la bande de Gaza ont été occupées respectivement par la Jordanie et l'Egypte ; les Palestiniens n'y avaient aucun droit politique et subissaient une répression brutale.

Abasourdis par leur défaite aux mains des Israéliens en 1967, les régimes arabes ont vu leur autorité suffisamment secouée pour être obligés de laisser aux forces nationalistes palestiniennes plus de marge de manœuvre. Mais les régi-



Jordanie, 1970 : survivants du massacre de Septembre noir. A droite : les flics attaquent une manifestation palestinienne à Beyrouth début avril. Les bourgeoisies arabes sont les ennemies des droits des Palestiniens.



mes arabes n'ont pas pu tolérer très longtemps que des forces armées opèrent sur leur territoire. Quelquefois poussés par les sionistes, les dirigeants arabes ont réprimé la résistance palestinienne. Dans la décennie qui a suivi la guerre de 1967, *près de 50 000 Palestiniens ont été massacrés par les gouvernements arabes*, y compris quelque 10 000 militants assassinés par la monarchie jordanienne lors du massacre de Septembre noir en 1970.

Quand l'OLP s'est prononcée pour deux Etats en 1974, nous avons déclaré : « Un mini-Etat en Cisjordanie n'est pas une solution », tout en reconnaissant que c'était « une expression très partielle et déformée du droit des Arabes palestiniens à l'autodétermination. » (*Workers Vanguard* n° 57, 22 novembre 1974). Un tel petit Etat palestinien dans l'état d'Israël aurait signifié une existence de misère pour les Palestiniens y vivant. Mais ce qui a été proposé comme Palestine « indépendante » dans les accords d'Oslo ne représenterait même pas une expression déformée d'autodétermination nationale. Au mieux cela ressemblerait à ce que le Premier ministre Ehoud Barak a offert à Arafat à Camp David il y a deux ans : la bande de Gaza et quatre cantons isolés en Cisjordanie, traversés en long et en large par des « autoroutes stratégiques » et entourés de colonies fortifiées. Ce « mini-Etat » ne serait rien de plus qu'un bantoustan dans lequel les Etats voisins pourraient se débarrasser des populations palestiniennes dont ils ne veulent pas : il s'agit de quelque deux millions et demi de personnes en Jordanie, un million et demi en Israël et un million au Liban et en Syrie.

### Une « Palestine démocratique et laïque » ?

Certains groupes de gauche aujourd'hui (les lambertistes du PT par exemple) se raccrochent encore à l'illusion (semée par l'OLP pendant des années) qu'il pourrait y avoir une « Palestine démocratique et laïque » tout en restant dans un cadre capitaliste. Tout d'abord un tel Etat exclurait les millions de Palestiniens qui vivent actuellement en Jordanie, qui est un pays à majorité palestinienne. Mais, ce qui est plus fondamental, c'est que même si une Palestine démocratique et laïque apparaît à beaucoup de militants de gauche et de libéraux occidentaux comme une solution humaine et rationnelle, cela préserve le fond de la position nationaliste arabe qui nie que le peuple de langue hébraïque constitue une nation qui a le droit à l'autodétermination. Au lieu de cela, ils sont simplement traités comme une minorité religieuse.

Cela s'accorde avec le point de vue qui décrit Israël comme un « Etat de colons ». La logique de cette position

est que, comme les Juifs israéliens sont les oppresseurs, ils ont perdu leurs droits nationaux au contraire des Palestiniens opprimés. Pouvoir ouvrier en France a fait explicitement cet argument dans un tract distribué récemment (non daté) : « Depuis 1947, les sionistes occupent la terre de Palestine. [...] Troupes israéliennes hors de Palestine ! » Ils parlent bien de « travailleurs juifs » et que ceux-ci « doivent rompre la collaboration de classe qui les lie [sic] à leurs patrons et aux colons ». Mais ils caractérisent tout le prolétariat de langue hébraïque d'aristocratie ouvrière et appellent à un seul Etat palestinien. La logique de la position de Pouvoir ouvrier, c'est que si la classe ouvrière israélienne ne veut pas vivre dans un Etat dominé par les Palestiniens, elle n'a aucun droit de vivre dans la région.

Cette perspective rejette toute possibilité de gagner les ouvriers de langue hébraïque à un programme d'*unité de classe* avec leurs frères de classe arabes dans une lutte autour de leurs intérêts de classe communs contre tous les exploités et les oppresseurs de la région. Et sans cette unité de classe tout discours sur la « révolution » ou la justice nationale est vide de sens et ne fait rien pour avancer la cause des Palestiniens.

La doctrine selon laquelle une nation qui en opprime une autre perd son droit à l'autodétermination, n'a rien à voir avec le socialisme ni avec la démocratie. C'est l'idéologie de l'irréductibilisme génocidaire. L'Etat sioniste a été créé en écrasant les droits nationaux des Palestiniens ; mais rendre justice aux Palestiniens ne signifie pas qu'il faille renverser les termes de l'oppression et écraser les droits nationaux du peuple de langue hébraïque. La base de la conception léniniste sur la question nationale, la seule conception qui soit réellement démocratique, c'est que toutes les nations ont droit à l'autodétermination.

### Pour une révolution ouvrière arabo-hébraïque !

Le nœud de la question palestinienne, c'est qu'il est impossible de parvenir dans le cadre du capitalisme à la justice nationale pour des peuples géographiquement interpénétrés. Les Arabes palestiniens et les Israéliens de langue hébraïque vivent et réclament tous deux le même petit bout de terre au Proche-Orient. Sous le capitalisme, si l'une des populations exerce son droit à l'autodétermination, c'est nécessairement aux dépens de l'autre. L'émancipation nationale des Palestiniens, y compris le droit de tous les réfugiés et de leurs

## Journée d'études de la Ligue trotskyste

**Paris – 18 mai**

14 heures

*Le front populaire ouvre la voie aux fascistes*

**Ce qu'est le trotskysme et ce qu'il n'est pas**

16 heures

*Pour la libération des femmes par la révolution socialiste ouvrière !*

**Les femmes et l'immigration : racisme, ségrégation, religion**

LSC – 69ter, rue de la Chapelle – 75018 Paris (M° Porte de la Chapelle)

descendants à retourner dans leur patrie, implique nécessairement que des révolutions ouvrières renversent le royaume hachémite de Jordanie, le régime bonapartiste sanglant du Baas en Syrie et les capitalistes au pouvoir au Liban, et qu'elles renversent l'Etat sioniste, en établissant une fédération socialiste du Proche-Orient.

Dans les années 1970 et au début des années 1980 nous avons avancé le mot d'ordre d'un Etat ouvrier binational comprenant tant les Arabes palestiniens que le peuple de langue hébraïque; mais depuis nous n'avons pas avancé cette perspective tactique. Nous ne pouvons pas prévoir quelle configuration nationale particulière exprimera au mieux les aspirations démocratiques des deux peuples quand le prolétariat sera au pouvoir dans cette région. Cela pourrait prendre la forme d'un Etat ouvrier binational, ou de deux Etats ouvriers ou plus.

Il n'y a que la classe ouvrière d'Israël qui puisse détruire la citadelle sioniste de l'intérieur. Si les ouvriers de langue hébraïque ne rompent pas avec le sionisme et ne sont pas gagnés à l'idée de défendre le peuple palestinien, il n'y a pas d'avenir pour le peuple de langue hébraïque au Proche-Orient. Si la bourgeoisie israélienne n'est pas balayée par une révolution socialiste, un jour ou l'autre le cours sanglant de l'expansionnisme sioniste conduira les dirigeants israéliens à utiliser leur arsenal nucléaire et à dévaster toute la région.

La société israélienne n'est pas une masse réactionnaire monolithique. Même avec l'hystérie anti-arabe qui y règne, 10 000 personnes ont manifesté pour « la paix maintenant » le 3 avril à Tel Aviv, en réclamant le retrait des territoires occupés. Les Juifs séfarades, quoique en grande majorité sous la coupe des partis religieux de droite, sont en butte à la pauvreté et subissent une discrimination intense. Les Arabes palestiniens qui sont en principe « citoyens » israéliens sont confinés dans des quartiers ségrégués et pauvres et font les boulots les plus durs et les plus mal payés. Mais ce qui est plus fondamental c'est que les intérêts de classe des ouvriers de langue hébraïque les poussent à lutter contre leurs exploiters capitalistes, comme on a pu le voir dans un certain nombre de grèves ces derniers mois.

Nous ne nous faisons pas d'illusions qu'il sera facile d'extirper le chauvinisme de la classe ouvrière de langue hébraïque. Il faudra probablement de grands événements historiques comme la défaite et l'humiliation d'Israël dans une guerre, ou bien une crise économique cataclysmique, pour que la classe ouvrière israélienne rompe avec ses diri-

geants sionistes et jette les bases d'un parti ouvrier révolutionnaire de masse. Autrement, ce qui pourrait changer spectaculairement le niveau de conscience du prolétariat israélien serait que le prolétariat de l'un des principaux Etats du Proche-Orient, comme l'Egypte, l'Irak ou l'Iran, prenne le pouvoir avec une direction internationaliste révolutionnaire, c'est-à-dire communiste.

Les manifestations de masse en Afrique du Nord et dans le Golfe persique en solidarité avec le peuple palestinien montrent la fragilité des régimes bourgeois arabes. La perspective des nationalistes et des islamistes, c'est la guerre sainte des peuples arabes contre les sionistes d'Israël. Les marxistes se battent pour mettre la question de classe au premier plan, pour mobiliser le prolétariat des pays musulmans du Proche-Orient dans la lutte contre leur propre bourgeoisie. Les soulèvements révolutionnaires qui ont eu lieu en Iran et en Irak dans les années 1950 montrent que c'est vraiment une possibilité. Mais ces occasions révolutionnaires ont été trahies par les partis communistes dirigés par les staliniens, qui ont subordonné le prolétariat à une alliance avec les nationalistes bourgeois « progressistes ». Ces derniers, une fois au pouvoir, ont massacré les ouvriers dirigés par les communistes.

Plus récemment il y a eu d'importantes luttes de classe dans toute la région, en Algérie, en Egypte, en Iran. En Algérie 14 000 ouvriers du pétrole se sont mis en grève le 9 avril pour des augmentations de salaires et l'amélioration de leurs conditions de travail. Ils ont fermé la raffinerie de Skikda qui traite 70 % du pétrole produit dans le pays. Les luttes de classe doivent s'orienter vers la lutte pour l'émancipation nationale et sociale contre les oppresseurs impérialistes et les bourgeoisies locales qui leur servent d'agent. Et pour cela, l'indépendance politique de la classe ouvrière est cruciale: cela implique qu'il faut se battre avec intransigeance contre toute forme de nationalisme et d'intégrisme religieux. Ce qu'il faut c'est forger des partis d'avant-garde marxistes basés sur la perspective et le programme de la révolution permanente de Trotsky :

« Pour les pays à développement bourgeois retardataire et, en particulier pour les pays coloniaux et semi-coloniaux, la théorie de la révolution permanente signifie que la solution véritable et complète de leurs *tâches démocratiques et de libération nationale* ne peut être que la dictature du prolétariat, qui prend la tête de la nation opprimée, avant tout de ses masses paysannes. [...] »

« Dans un pays où le prolétariat arrive au pouvoir à la suite d'une révolution démocratique, le sort ultérieur de la dictature et du socialisme dépendra moins, en fin de compte, des forces productives nationales que du développement de la révolution socialiste internationale. »

— *la Révolution permanente* (1929)

La lutte pour une fédération socialiste du Moyen-Orient fait partie du combat pour balayer le système impérialiste au niveau international. Réciproquement, la lutte pour le pouvoir prolétarien au Proche-Orient, une région qui fournit le pétrole dont dépendent les économies industrielles d'Amérique du Nord, d'Europe et du Japon, aurait immanquablement à confronter l'hostilité des impérialistes. La libération des peuples du Proche-Orient est donc intimement liée à la lutte pour la révolution prolétarienne dans l'Occident impérialiste. Il faut donc avant tout construire des partis ouvriers révolutionnaires dans les pays impérialistes. Reforgeons la Quatrième Internationale de Trotsky, parti mondial de la révolution socialiste !

— *Adapté de Workers Vanguard, 19 avril*

**ABONNEZ-VOUS !**

**LE BOLCHEVIK** 

3€ pour 4 numéros (1 an) - (incluant Spartacist)

Hors Europe : 4,50€ (avion 6€)

Etranger : mandat poste international

Nom \_\_\_\_\_ Tél \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_ CP \_\_\_\_\_

Ville \_\_\_\_\_ Pays \_\_\_\_\_

159

Ecrire au Bolchévik, B.P. 135-10, 75463 Paris Cedex 10

## RAWA...

Suite de la page 3

des caméras cachées sous leurs *burqas* pour rapporter des témoignages filmés des atrocités perpétrées par les talibans contre les femmes. Elles avaient même organisé une manifestation dans le fief des *moudjahidins* à Peshawar, au Pakistan, malgré les menaces proférées par les bandes de tueurs intégristes islamiques armés. Mais ces femmes qui se présentent comme des féministes afghanes ne sont ni des révolutionnaires, ni des militantes de gauche, ni même ne défendent vraiment les droits des femmes. RAWA a ouvertement réclamé la présence de forces impérialistes de « maintien de la paix » sous l'étendard de l'ONU, et est favorable à la restauration de l'ancien roi Zaher Chah, qui avait été chassé en 1973. Une représentante de RAWA a même été invitée à faire partie de la délégation de Zaher Chah aux négociations de Bonn, qui ont mis en place l'actuel gouvernement fantoche parrainé par les impérialistes.

Le site web de RAWA proclame « si vous êtes un ami de la liberté et anti-intégriste, vous êtes avec RAWA ». La vérité est que RAWA s'était rangée *du côté* des intégristes islamiques et avait lutté *contre* l'intervention militaire soviétique qui, dans les années 1980, apportait le seul espoir d'émancipation aux femmes affreusement opprimées d'Afghanistan. Et jusqu'à ce jour RAWA se revendique toujours fièrement de son alliance avec la réaction soutenue par les impérialistes contre l'Union soviétique... et les femmes afghanes émancipées. Cet anticommunisme virulent est la carte de visite dont se sert RAWA pour s'introduire dans les couloirs de la politique bourgeoise influente et pour se faire ouvrir le porte-monnaie des féministes et des libéraux bourgeois occidentaux.

Les Afghans qui étaient contre l'intégrisme religieux et pour la libération des femmes désiraient ardemment que l'Armée rouge nettoie le pays des mollahs et des khans qui, avec le soutien des impérialistes, se battaient pour l'asservissement des femmes et assassinaient ceux qui osaient apprendre à lire aux petites filles. Quand les forces soviétiques sont intervenues en Afghanistan en décembre 1979,



Clovis/Indymedia

Paris, 29 septembre 2001 : les féministes et la « gauche » saluent le dirigeant assassiné de l'Alliance du Nord anti-femmes soutenue par les impérialistes.

après des demandes répétées à l'URSS de la part du gouvernement de Kaboul pour une intervention militaire, la « gauche » qui aujourd'hui acclame dans RAWA un champion des droits des femmes avait joint sa voix aux impérialistes pour dénoncer l'« invasion » soviétique. Notamment parce que la lutte pour l'émancipation des femmes est un des objectifs libérateurs les plus essentiels du marxisme, nous, trotskystes, avions déclaré sans ambiguïté : *Salut à l'Armée rouge ! Etendez les acquis de la révolution d'Octobre aux peuples afghans !*

L'intervention militaire soviétique a été l'un des rares actes authentiquement progressistes accomplis par la bureaucratie stalinienne, parce qu'elle ouvrait aux peuples afghans opprimés la porte de la libération sociale. En 1988-1989, quand le dirigeant soviétique Mikhaïl Gorbatchev, dans le vain espoir de se concilier les bonnes grâces des impérialistes, a retiré les forces soviétiques d'Afghanistan, nous avons qualifié cette décision de crime à la fois contre les peuples afghans et contre le peuple soviétique. La suite des événements a douloureusement et abondamment confirmé nos mises en garde que cela signifierait un bain de sang pour les femmes et les militants de gauche afghans. Et la trahison de la bureaucratie stalinienne en Afghanistan a été le précurseur direct de la contre-révolution capitaliste en Union soviétique même.

### L'émancipation des femmes et la bataille pour l'Afghanistan

Avant l'intervention de l'Armée rouge, l'Afghanistan était depuis des dizaines d'années un Etat client de l'Union soviétique, mais les staliniens n'avaient pas touché à l'ordre social dans ce pays profondément arriéré. En même temps, la plus grande partie de la mince couche sociale qui constituait l'intelligentsia afghane avait été éduquée et formée en Union soviétique, et considérait celle-ci à juste titre comme une source de progrès social. En 1973, les officiers partisans du Parti démocratique du peuple d'Afghanistan (PDPA), une formation nationaliste de gauche, ont joué un rôle majeur dans le renversement de la monarchie et ont participé au nouveau gouvernement Daoud. Quand Daoud a évolué vers la droite et tenté d'écraser le PDPA en 1978, des manifestations massives d'étudiants et de fonctionnaires

## Volume relié

# Women and Revolution



Mai - juin 1971 au printemps 1980  
(numéros 1 à 20)

Le premier volume de *Women and Revolution*, la revue (en anglais) de la Commission femmes de la Spartacist League/U.S.

27€ (port inclus)

Commande à l'adresse du journal

ont éclaté à Kaboul. La fraction du PDPA dans l'armée l'emporta les armes à la main sur celle de Daoud, qui fut tué. C'était la «révolution d'avril», qui était fondamentalement un coup d'Etat militaire de gauche avec un soutien populaire parmi les intellectuels et les fonctionnaires.

Une fois au pouvoir, le PDPA s'engagea dans un programme de réformes: annulation des dettes des paysans, redistribution massive des terres, interdiction des mariages forcés et abaissement du montant symbolique du prix de l'épousée. Les mesures du PDPA, en particulier celles visant à libérer les femmes de la tyrannie féodale, menaçaient l'emprise des mollahs sur la vie économique et sociale, et provoquèrent immédiatement une réaction meurtrière. Même le *New York Times* (9 février 1980) reconnaissait que «Ce sont les droits nouveaux accordés aux femmes par le gouvernement révolutionnaire de Kaboul qui ont poussé les hommes musulmans orthodoxes des villages pachtounes de l'Est de l'Afghanistan à prendre les armes.»

Un décret autorisant les femmes à divorcer ne fut pas annoncé officiellement, à cause de la révolte islamique. Mesure plus explosive encore, le PDPA rendit l'enseignement obligatoire pour les filles et lança un programme d'alphabétisation pour les femmes, construisant 600 écoles en un peu plus d'un an seulement. Les insurgés tribaux qualifièrent l'instruction pour les filles de première étape vers une «vie de honte», et c'est sur la question de l'alphabétisation des femmes qu'ont eu lieu les premières confrontations sanglantes, quand des cadres du PDPA et des formatrices du programme d'alphabétisation furent chassés des villages et massacrés.

Comme cette société est à mi-chemin entre le tribalisme et le féodalisme, il n'y avait aucune base sociale dans le pays pour les réformes engagées par le PDPA, et encore moins pour une révolution prolétarienne. En 1978, sur environ 17 millions d'habitants, il n'y avait que 35 000 travailleurs dans le secteur industriel, alors que les effectifs de la caste parasite des mollahs atteignaient 250 000! Les propriétaires fonciers et les khans tribaux contrôlaient 42 % des terres arables ainsi que l'accès à l'eau, ce qui leur donnait le droit de vie et de mort sur les paysans sans terres. Il n'y avait presque aucune industrie, pas de chemins de fer, peu de routes goudronnées, l'hygiène publique était rudimentaire et le système de santé déplorable. L'espérance de vie était de 40 ans, et la mortalité infantile d'environ 25 %; la moitié des enfants mouraient avant l'âge de cinq ans. Le taux d'analphabétisme atteignait des niveaux record: 90 % pour les hommes et 98 % pour les femmes.

Le PDPA n'arrivait pas à mater l'insurrection des *moudjahidins*, qui bénéficiait d'un puissant soutien des Etats-Unis, du Pakistan et de l'Iran (où la théocratie islamique dirigée par l'ayatollah Khomeiny était arrivée au pouvoir début 1979). Le PDPA demanda donc, à plusieurs reprises et de façon pressante, de l'aide militaire au gouvernement soviétique, y compris l'envoi de troupes. Mais le Kremlin, préoccupé avant tout de poursuivre sa politique chimérique de détente avec l'impérialisme, temporisait. Pourtant vers la fin 1979, le haut commandement soviétique vit d'un œil inquiet que des navires de guerre américains étaient positionnés dans le golfe Persique, et qu'on commençait à parler d'une invasion américaine en Iran. Les Etats-Unis finançaient déjà les *moudjahidins* afghans, et s'ingéniaient à fomenter une contre-révolution islamique en Asie centrale soviétique.

Et donc en décembre 1979, craignant un effondrement

imminent du régime du PDPA et informée que le président afghan Hafizullah Amin cherchait à prendre langue avec les Etats-Unis, l'Union soviétique envoya 100 000 soldats pour combattre les réactionnaires islamiques. Les impérialistes s'emparèrent de l'intervention de l'Armée rouge pour relancer une campagne de guerre froide. La CIA se lança dans la plus importante opération clandestine de son histoire, et c'est ainsi que l'Afghanistan devint la ligne de front de la campagne implacable des impérialistes pour détruire l'Union soviétique. En 1998, Zbigniew Brzezinski - conseiller pour la sécurité nationale de l'administration démocrate de Carter qui déclencha la campagne de la CIA - affirmait fièrement: «Cette opération secrète était une excellente idée. Elle a eu pour effet d'attirer les Russes dans le piège afghan.»

La menace d'une arrivée au pouvoir des islamistes sur le flanc sud de l'URSS posait à brûle-pourpoint la question de la défense militaire inconditionnelle de l'Etat ouvrier dégénéré soviétique. Comme nous l'écrivions à l'époque:

«Une victoire de l'insurrection islamique féodale en Afghanistan ne signifierait pas seulement un Etat hostile, allié à l'impérialisme, à la frontière sud de l'URSS; cela signifierait l'extermination de la gauche afghane et la barbarie féodale - le voile, l'achat et la vente des femmes - de nouveau imposée. De plus, l'occupation militaire soviétique soulève la possibilité d'une révolution sociale dans ce pays affreusement arriéré, une possibilité qui n'existe pas avant.»

- Spartacist édition française n° 17, hiver 1980-1981

L'intervention soviétique était indiscutablement progressiste, confirmant la conception trotskyste selon laquelle, malgré sa dégénérescence sous le règne d'une caste bureaucratique stalinienne, l'Union soviétique demeurait un Etat ouvrier qui incarnait les acquis historiques de la révolution d'Octobre 1917, essentiellement l'économie planifiée et la propriété collectivisée. C'étaient des acquis énormes, y compris et notamment pour les femmes et les peuples historiquement musulmans de l'Asie centrale soviétique (aujourd'hui le Tadjikistan, l'Ouzbékistan, le Kirghizstan, le Kazakhstan et le Turkménistan), où la structure sociale avant la Révolution bolchévique était aussi arriérée et religieuse qu'en Afghanistan.



SPARTACIST  
EDITION FRANÇAISE  
AUTOMNE 2001

**Spartacist**  
édition  
française  
n° 34  
(automne  
2001)

**1,50€**  
(64 pages)

**Commande :**  
Le Bolchevik, BP 135-10, 75463 Paris



Une victoire de l'Armée rouge mettait à l'ordre du jour l'extension des acquis de la révolution d'Octobre à l'Afghanistan via une occupation prolongée et l'intégration du pays dans le système soviétique. Bien qu'elle ait été entreprise uniquement pour des raisons géopolitiques défensives, l'intervention militaire soviétique allait à l'encontre du dogme stalinien nationaliste du «socialisme dans un seul pays». Les soldats de l'Armée rouge qui combattaient les *moudjahidins* soutenus par la CIA, et dont beaucoup étaient des conscrits originaires de l'Asie centrale soviétique, croyaient sincèrement qu'ils remplissaient leur «devoir internationaliste». Et c'était vrai ! Cette intervention militaire en défense de l'Etat ouvrier dégénéré soviétique ouvrait la possibilité non seulement d'acquis formidables pour les peuples afghans effroyablement opprimés, mais aussi la perspective de ressusciter le programme bolchévique d'internationalisme prolétarien révolutionnaire en Union soviétique. Comme nous le soulignons à l'époque, une perspective authentiquement internationaliste pour l'Afghanistan nécessitait une révolution politique pour chasser la bureaucratie stalinienne et ramener l'Union soviétique dans la voie de Lénine et Trotsky.

### Ce pour quoi ils ont combattu : RAWA soutient les *moudjahidins*

Formée en 1977, RAWA s'est opposée dès le départ au gouvernement du PDPA, qu'elle dénonçait dans le langage de l'anticommunisme le plus cru comme des «pantins» des Soviétiques. Après l'intervention de l'Armée rouge, RAWA se rallia à l'insurrection parrainée par les impérialistes. Meena Keshwar Kamal, fondatrice de RAWA, déclarait à cette époque : «Lutter contre les agresseurs russes est inséparable de la lutte contre les intégristes. Néanmoins, pour le moment, nous devons donner la priorité à la première tâche» (*Arizona Persian Bulletin* [site web], 10 octobre 1997). En octobre 1981, Keshwar Kamal fut invitée à participer en tant que représentante de la «résistance afghane» au congrès du Parti socialiste (féroce antisoviétique) du président impérialiste français François Mitterrand. Elle fit ensuite la tournée des autres pays européens pour le compte des *moudjahidins*.

RAWA expliquait qu'elle luttait pour «l'indépendance de notre patrie», au moment où les impérialistes dénonçaient à grands cris la violation de la «souveraineté nationale» afghane par l'Union soviétique. Cette pieuse sollicitude pour les «droits nationaux», venant d'impérialistes aux mains dégoulinantes de sang, était totalement frauduleuse. L'Afghanistan n'est pas (aujourd'hui pas plus qu'hier) une nation cohérente, mais un Etat artificiel dont les frontières englobent et divisent une mosaïque de groupes ethniques et tribaux. C'est sous la présence soviétique que les antagonismes ethniques et tribaux meurtriers ont commencé à s'atténuer, tandis qu'elles s'intensifiaient chez les *moudjahidins*. Mais les marxistes auraient soutenu l'intervention soviétique même si l'Afghanistan avait été une nation homogène. Pour les partisans de l'internationalisme prolétarien, la cause de la révolution sociale (et, à l'époque, la défense de l'Union soviétique contre l'impérialisme) est plus importante que le droit démocratique bourgeois à l'autodétermination nationale.

Qu'est-ce que cela voulait dire de soutenir les *moudjahidins*? Les khans tribaux et les mollahs avec qui les féministes de RAWA se sont acoquinées, ont reçu des *milliards* de dollars du gouvernement américain. Ecoles et instituteurs faisaient partie des cibles favorites des *moudjahidins*.



Le Bolchévik

**Collecte dans la banlieue parisienne en juin 1989 pour notre campagne internationale d'aide financière pour la ville afghane de Jalalabad assiégée par les moudjahidins. Des milliers de personnes ont célébré à Jalalabad la rupture du siège.**

En 1985, ils avaient détruit plus de 1 800 écoles, et en 1987 ils avaient massacré 2 000 instituteurs. Les *moudjahidins* commettaient des atrocités innombrables contre les soldats soviétiques capturés, à qui ils coupaient les membres et les organes génitaux avant de les assassiner. Pendant les quatre premières années de guerre, seuls *huit* soldats soviétiques vivants furent remis à la Croix rouge. Au Pakistan, les «combattants de la foi» jetaient des femmes et des enfants dans des cachots et dans des salles de torture.

Malgré le soutien financier et militaire massif des impérialistes, les *moudjahidins* n'ont pas vaincu militairement l'Union soviétique en Afghanistan, contrairement à ce qu'affirment les impérialistes et leurs apologistes de la pseudo-gauche. En 1984, l'Armée rouge et les forces du PDPA avaient pratiquement gagné la guerre, et les «combattants de la foi» de la CIA étaient dispersés et démoralisés. Les modestes réformes du gouvernement, bien qu'en retrait par rapport au programme déjà modéré adopté initialement par le PDPA, bénéficiaient d'un soutien de plus en plus grand dans les campagnes.

Mais en novembre 1986, dans une vaine tentative de se concilier l'impérialisme US et d'aboutir à un accord de «paix» avec Ronald Reagan, les staliniens du Kremlin, sous la direction de Gorbatchev, déclarèrent qu'ils retireraient l'Armée rouge d'Afghanistan en deux ans. En 1989 ces troupes furent totalement évacuées; cette décision représentait un grave danger et une trahison à la fois pour les peuples afghans et pour les Soviétiques : elle allait livrer des centaines de milliers de femmes, de militants de gauche et de travailleurs afghans à la torture, aux mutilations et la décapitation comme «infidèles». En solidarité avec les masses afghanes qui livraient une lutte désespérée pour la survie au lendemain du retrait soviétique, le Partisan Defense Committee (l'organisation de défense légale et sociale lutte de classe associée à la Spartacist League/US) proposa officiellement au gouvernement afghan, le 7 février 1989, d'«organiser d'urgence une brigade internationale pour combattre à mort» pour défendre «le droit des femmes à lire, à être libérées du voile, la libération de la tyrannie des mollahs et des propriétaires fonciers, l'introduction des soins médicaux et du droit à l'éducation pour tous».

Le gouvernement afghan déclina cette offre, mais, à sa demande, le PDC et ses organisations fraternelles au niveau

international organisèrent une campagne financière pour aider les victimes civiles de l'offensive générale des *moudjahidins* contre la ville de Jalalabad. En deux mois, plus de 44 000 dollars furent collectés, principalement par petites sommes données par des milliers de gens, dont beaucoup de travailleurs immigrés dans toute l'Europe de l'Ouest, en Asie et en Amérique du Nord, ainsi que beaucoup de femmes des communautés musulmanes. Le siège de Jalalabad fut brisé et le PDPA réussit à tenir trois terribles années de plus, jusqu'en 1992, quand les *moudjahidins* finirent par s'emparer de Kaboul.

Pendant quatre ans, les forces *moudjahidins* basées sur les différentes tribus ont mené une guerre revancharde faite d'assassinats de masse, de tortures et de viols à l'encontre des populations des ethnies rivales; cette guerre a fait au moins 50 000 morts rien qu'à Kaboul. La loi de la *charia* fut réimposée, les livres jugés antireligieux brûlés dans les rues, les femmes renvoyées à la réclusion totale de la *pardah*, et à Kaboul le prix des *burqas* augmenta lorsque les femmes terrifiées se retrouvèrent une fois encore à la merci des *moudjahidins* fanatiques.

### RAWA falsifie l'histoire

Le *New York Times* et d'autres porte-voix impérialistes, tout en trompetant leur sollicitude toute neuve pour les femmes afghanes, cachent sous une montagne de mensonges les progrès réels qui furent réalisés pendant la présence soviétique; ils ont le toupet de rendre l'intervention de l'Armée rouge responsable du statut actuel des femmes afghanes. Tahmeena Faryal a pris part à cette campagne du grand mensonge au cours d'une tournée de conférences de RAWA aux Etats-Unis: elle a prétendu avec impudence que «la tragédie a commencé en Afghanistan avec l'invasion soviétique» (*Z Magazine*, janvier 2002). Habituee des falsifications extravagantes, RAWA prétend que «la situation des femmes en Afghanistan commençait à s'améliorer au début du XX<sup>e</sup> siècle. Pendant le règne de l'ex-roi ou pendant la première présidence [...] les femmes avaient les droits fondamentaux à l'éducation et le droit au travail. Nous avions des femmes au gouvernement.»

Au début du XX<sup>e</sup> siècle, un roi modernisateur, Amir

Amanullah Khan, essaya effectivement d'appliquer des mesures spécifiquement destinées à libérer les femmes. Amanullah, qui était en bons termes avec l'Union soviétique et qui fut le premier roi à se rendre en visite à Moscou, fut déposé et chassé par l'équivalent social des *moudjahidins* actuels avec qui RAWA se solidarise. La dernière décennie du règne de Zaher Chah, de 1963 à 1973, fut une période d'agitation politique. Mais les maigres droits acquis à cette époque le furent par des luttes, et non grâce aux «bons offices» de ce monarque réactionnaire. En 1968, quand le parlement de Zaher Chah menaça d'interdire aux femmes d'étudier à l'étranger, des centaines de jeunes femmes protestèrent. En 1970, 5 000 jeunes femmes descendirent dans la rue pour protester contre des agressions par Gulbuddin Hekmatyar (qui devint plus tard l'un des plus barbares des dirigeants *moudjahidins* et le bénéficiaire de la plus grande quantité de fonds de la CIA): il avait aspergé d'acide des femmes non voilées et leur avait tiré dans les jambes. Le PDPA et l'Organisation démocratique des femmes d'Afghanistan (DOWA) firent campagne pour le droit de vote, le droit d'étudier à l'étranger et de travailler hors de chez elles, et dans les années 1970 quatre femmes de DOWA furent élues au gouvernement.

Pour les femmes afghanes laïques qui avaient finalement obtenu un certain degré d'émancipation à la suite de l'intervention de l'Armée rouge, RAWA n'avait guère d'intérêt. Les prétentions laïques de RAWA ne sont en réalité qu'une mince couverture pour son attitude conciliatrice envers la réaction religieuse. Sehar Saba, une porte-parole particulièrement virulente de RAWA, vitupère que l'Union soviétique «a essayé de nous obliger au changement. Ils ont dit aux hommes qu'ils devaient raser leur barbe, et que les femmes ne devaient pas porter de foulard, quand pendant des siècles ils et elles avaient suivi ces coutumes. Ils ont forcé les femmes et les hommes à ne pas prier» (*She Said It*, août 2000 [site web]). Dans la même veine, Tahmeena Faryal fulmine que les forces soviétiques «essayaient de donner aux femmes afghanes certains droits qui sont évidemment OK dans les sociétés occidentales, mais ne sont pas acceptables dans nos sociétés [...]. Par exemple, ils voulaient donner la soi-disant liberté d'avoir un petit ami ou de danser dans un night-club, des choses qui ne sont pas acceptables dans notre société» (*Z Magazine*, janvier 2002).

Quelle honte! Que pensent les dirigeantes de RAWA de l'écrivaine bangladaise Taslima Nasrin, qui a été condamnée à mort parce qu'elle écrivait franchement et ouvertement sur des questions sexuelles et l'oppression des femmes, et qui s'opposait au sanglant communautarisme anti-hindou? En Iran, les gardes militaires des mollahs utilisent des *lames de rasoir* pour enlever le maquillage des visages des femmes qui ont pris cette «soi-disant liberté». En Jordanie, en Turquie et au Pakistan, des jeunes femmes sont assassinées par leurs pères et leurs frères pour avoir pris «la soi-disant liberté d'avoir un petit ami».

La façon dont RAWA s'incline devant les restrictions islamiques contraste avec l'expérience des jeunes femmes qui sont arrivées à l'âge adulte et ont reçu une éducation pendant la période soviétique. «La vie était belle sous les Soviétiques», se souvient Saira Noorani, aujourd'hui médecin. «Toutes les filles pouvaient aller au lycée et à l'université. Nous pouvions aller où nous voulions et porter ce qui nous plaisait» (*Observer*, 30 septembre 2001). Un autre témoignage, le livre du journaliste Mark Urban *War in*

### Collection d'articles de la LCI/LTF sur l'Afghanistan

*Spartacist* n°15-16 (printemps 1980)

«Salut à l'Armée rouge!»

*Le Bolchévik* n°91 (mars 1989)

- «Contre les mollahs de la CIA égorgés de femmes: guerre à mort!»
- «LO, LCR et l'Afghanistan: ils ont hurlé avec les loups impérialistes»
- «Pour un soutien militaire internationaliste au gouvernement afghan!»

*Le Bolchévik* n°141 (hiver 1996/97)

«Afghanistan: l'enfer pour les femmes»

0,80 €

Commande: Le Bolchévik, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10

*Afghanistan*, publié en 1988, et dont l'auteur était loin d'être favorable aux forces soviétiques, énonce clairement l'enjeu pour les femmes afghanes :

« Il ne fait aucun doute que des milliers de femmes sont du côté du régime, comme le montre leur participation remarquable aux milices du Groupe de défense révolutionnaire. Des témoins racontent que les miliciennes ont joué un rôle clé dans la défense de la ville assiégée d'Urgun en 1983. Quatre des sept commandants de la milice nommés par le Conseil révolutionnaire en janvier 1986 étaient des femmes. »

En 1989, confrontées à la trahison du retrait soviétique, toutes les militantes du PDPA reçurent un entraînement militaire et des armes, et environ 15 000 femmes rejoignirent les milices, prenant ainsi les armes pour défendre non seulement les droits qu'elles avaient gagnés mais aussi leur vie.

### La pseudo-gauche s'est rangée aux côtés de la réaction islamique contre l'Armée rouge

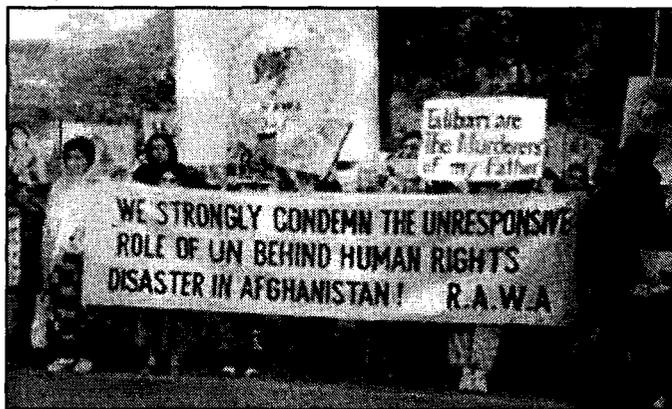
Les jeunes Occidentaux attirés par les idées socialistes peuvent essayer d'imaginer qu'ils sont à l'université de Kaboul en 1979, quand l'Armée rouge débarque pour repousser les rebelles islamiques de la CIA. Regardez de l'autre côté de la frontière, en Asie centrale soviétique : il y a des écoles, des usines et des hôpitaux. Les femmes, considérées comme des êtres humains et non comme de la propriété, ne sont pas achetées ni vendues pour être mariées. Elles sont médecins, ingénieurs et dirigeantes politiques. Quel que soit l'indicateur que vous considérez – espérance de vie, mortalité infantile, alphabétisation – les différences entre les deux sociétés se mesurent en siècles, non en décennies. Est-ce que vous enflez une *burqa* pour suivre Meena Keshwar Kamal au Pakistan et rejoindre les insurgés islamiques basés là-bas, ou est-ce que vous rejoignez une milice pour chasser et détruire les *moudjahidins* qui veulent asservir les femmes ? Est-ce que vous défendez l'Union soviétique, ou est-ce que vous soutenez la contre-révolution impérialiste ? Est-ce que vous êtes pour ou contre libérer les femmes de la barbarie féodale ?

La réponse instinctive de militants de gauche radicaux aurait dû être de se solidariser pleinement et entièrement avec l'Armée rouge. Au lieu de cela, la plupart des groupes de gauche – y compris ceux qui avaient soutenu le PDPA avant l'intervention soviétique – et la plupart des féministes se sont joints aux vociférations anticomunistes et anti-femmes contre l'URSS. Aujourd'hui ils pleurnichent sur les femmes afghanes, mais quand l'occasion de se débarrasser du voile, de réaliser l'alphabétisation et de briser le pouvoir des mollahs s'est réellement présentée, la misérable pseudo-gauche s'est rangée du côté de son propre gouvernement impérialiste et a soutenu les égorgés *moudjahidins*.

L'International Socialist Organization (ISO), un temps affiliée au Socialist Workers Party britannique de Tony Cliff [auquel est lié le groupe en France qui aujourd'hui publie *l'Étincelle*], a figuré parmi les partisans les plus forcenés de la croisade antisoviétique impérialiste. Quand l'Armée rouge vint à l'aide des femmes et des militants de gauche afghans, le journal britannique *Socialist Worker* (12 janvier 1980) s'écria « Troupes hors d'Afghanistan ! » En Australie, les cliffistes participèrent à une méprisable action anticomuniste à Melbourne, et déclarèrent fièrement dans un tract : « Nous appelons à la victoire des rebelles afghans dans leur guerre contre l'occupation soviétique. » Les cliff-

istes entreprirent de soutenir les réactionnaires antisémites de Solidarność en Pologne, le seul « syndicat » que Reagan ait jamais aimé, une organisation financée par la CIA et le Vatican dans le seul but de constituer le fer de lance de la contre-révolution capitaliste.

Quand les Soviétiques ont commencé à retirer leurs troupes pour se concilier les bonnes grâces des impérialistes, *Socialist Worker* (mai 1988), le journal de l'ISO, a applaudi : « Nous nous réjouissons de la défaite des Russes en Afghanistan. Elle encouragera tous ceux qui, à l'intérieur de l'URSS et en Europe de l'Est, veulent briser le pouvoir des héritiers de Staline. » Elle a effectivement « encouragé » les forces de la contre-révolution capitaliste qui, au cours



RAWA

Islamabad (Pakistan), décembre 1998. La banderole de RAWA dit : « Nous condamnons sévèrement le manque de réaction de l'ONU face au désastre des droits de l'homme en Afghanistan ! »

des années qui ont suivi, ont réussi à détruire l'Union soviétique et les Etats ouvriers déformés d'Europe de l'Est, transformant ces pays en enfers dévastés où sévit un chômage massif, où des milliers de personnes sont sans abri, où règnent la faim et les massacres inter-ethniques, sans parler du brutal retour en arrière dans le domaine des droits des femmes.

Mais les cliffistes, avec leur antisoviétisme non déguisé, sont loin d'être les seuls soi-disant socialistes à s'être rangés derrière la campagne belliciste antisoviétique des impérialistes. Le Secrétariat unifié (SU) de feu Ernest Mandel, bien que prétendant en principe défendre l'Union soviétique, s'est retrouvé lui aussi à exiger à grands cris le retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan et à applaudir Solidarność en Pologne. En septembre dernier, la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) française, la section star du SU, était la principale présence organisée derrière un rassemblement pro-impérialiste « pour les femmes afghanes » à Paris. La capitulation du SU devant l'intégrisme islamique en Afghanistan se poursuit en Algérie, où la lutte pour la libération des femmes est une question stratégique et explosive. Le combat de la LCI pour le droit des femmes à l'avortement en Algérie a été dénoncé en 1992 comme une « imbécillité ultra-gauche » par Damien Elliott, alors porte-parole de l'aile gauche du SU. L'année dernière, la section algérienne du SU, le Parti socialiste des travailleurs, a même retiré son opposition de forme au Code de la famille anti-femmes afin de préserver son alliance, en Kabylie, avec les comités de village qui excluent les femmes et foulent aux pieds les droits des femmes.

L'anticommunisme est le lien qui unit les différents groupes de la pseudo-gauche – que ce soit l'ISO, le journal social-

démocrate *Z Magazine* aux Etats-Unis ou le Scottish Socialist Party, le Communist Party of Great Britain, le groupe japonais du SU ou la Ligue communiste révolutionnaire: tous aujourd'hui portent RAWA aux nues. La revue *Northeastern Anarchist* (automne/hiver 2001) à Boston, en est un bon exemple: elle a publié un article intitulé «Soutenir les femmes révolutionnaires en Afghanistan», où elle explique pourquoi «les anarchistes doivent donner un soutien critique» à RAWA. Ils admirent RAWA essentiellement parce qu'«elles ont lutté contre l'occupation soviétique en 1979» et «contre la montée de la réaction intégriste, soutenue par les Etats-Unis, qui a suivi». Poussés par leur haine du communisme, ces anarchistes soutiennent des «féministes» pro-impérialistes qui soutiennent la monarchie afghane! Pour sa part, *Northeastern Anarchist* a refusé de défendre l'Afghanistan contre les bombardements américains.

Notre objectif c'est la conquête du pouvoir d'Etat par le prolétariat au niveau international. Ces organisations soi-disant de gauche, n'ayant aucun espoir d'y arriver, ont été et demeurent des éponges ambulantes imbibées d'anticommunisme impérialiste. C'est pourquoi ces prétendus défenseurs des droits des femmes ont fait alliance contre l'intervention soviétique avec les ennemis les plus acharnés et les plus barbares de l'émancipation des femmes et du progrès social.

### **Le féminisme, obstacle à la libération des femmes**

Les féministes bourgeoises comme la National Organization for Women et la Feminist Majority, qui se présentent aujourd'hui comme des alliées et des bienfaitrices des femmes afghanes, se sont aussi rangées derrière la «guerre sainte» de l'impérialisme US en Afghanistan dans les années 1980. Leur récente sollicitude pour le sort des femmes afghanes n'a commencé que lorsque le gouvernement Clinton a changé de politique à la fin des années 1990, et que Washington a commencé à qualifier ses ci-devant «combattants de la liberté» afghans de «terroristes islamiques». Que ces féministes soient motivées par les intérêts et les préoccupations des dirigeants impérialistes US n'est guère surprenant. Leur objectif central est d'obtenir l'égalité des chances pour les femmes bourgeoises et petites-bourgeoises dans le cadre de la société de classes capitaliste.

L'oppression des femmes est enracinée dans la société de classes, essentiellement par le truchement de l'institution de la famille. Même dans les sociétés bourgeoises les plus avancées, seul le renversement de la domination de classe capitaliste peut jeter les bases matérielles de l'émancipation complète des femmes dans une société socialiste égalitaire et internationale. Mais dans les pays où il n'y a jamais eu de révolution bourgeoise, la question de la libération des femmes est littéralement une question de vie ou de mort – un combat pour des besoins aussi vitaux que l'alphabétisation, l'éducation, la fin des mariages forcés, de l'obligation de porter le voile ainsi que de la réclusion forcée et de la soumission que le voile représente.

Quand l'Armée rouge a déferlé sur l'Asie centrale dans les premières années qui ont suivi la Révolution russe de 1917, les Bolchéviks ont entrepris la tâche titanessque d'essayer de libérer les femmes dans cette région historiquement musulmane. Quand ils parlaient de «martyrs tombés sur le front de la libération des femmes», ils parlaient des militantes héroïques et dévouées du Département pour le travail parmi les femmes (Jenotdel), qui mettaient le voile

pour apprendre aux femmes de l'Orient soviétique qu'il y avait de nouvelles lois et de nouveaux programmes soviétiques qui changeraient leurs vies. Beaucoup de ces femmes ont perdu la vie dans ces régions, tuées par des maris, des pères et des frères furieux. En fait, ce furent les cadavres dépecés de ces combattantes bolchéviques qui persuadèrent le gouvernement soviétique de réinstaurer la peine de mort spécifiquement pour des meurtres de ce type, alors que la peine de mort avait déjà été abolie en général.

Entre les idéaux libérateurs qui animaient les bolchéviks de Lénine et Trotsky ainsi que les femmes courageuses du Jenotdel d'une part, et l'intervention soviétique en Afghanistan de l'autre, il y a eu une contre-révolution politique qui a conduit à la consolidation de la bureaucratie stalinienne soviétique. Néanmoins, l'Union soviétique restait un Etat ouvrier, et les soldats de l'Armée rouge offraient la perspective de libérer les femmes afghanes de la barbarie et de l'esclavage féodaux. RAWA était dans le camp adverse. Aujourd'hui cette organisation continue à considérer que ce sont les puissances impérialistes qui pourront apporter une certaine dose de liberté à l'Afghanistan.

L'impérialisme n'apportera pas la démocratie à l'occidentale à l'Afghanistan ni à quelque autre pays colonial ou semi-colonial que ce soit: il en est incapable. Avec le développement d'économies industrielles avancées et de la démocratie parlementaire en Occident, est venue l'exploitation des pays coloniaux, sur laquelle ce développement s'est dans une large mesure basé. Aujourd'hui encore, pour pouvoir continuer à asservir le «tiers-monde», les impérialistes ont besoin de préserver et de renforcer les forces locales d'arriération sociale et culturelle.

Il y a vingt-deux ans, c'était sur une occupation soviétique prolongée que reposait l'espoir de libération pour les peuples afghans. Aujourd'hui, après la contre-révolution capitaliste en Union soviétique, ce sont les prolétariats de pays comme le Pakistan, l'Iran, l'Inde et les ex-républiques soviétiques d'Asie centrale qui sont la clé de la libération sociale des peuples d'Afghanistan et de la région. Concentré dans les manufactures, les transports et d'autres industries, le prolétariat du Pakistan est fort de près de dix millions de travailleurs, auxquels s'ajoutent des millions d'ouvriers agricoles. L'Iran a une classe ouvrière importante, qui jusqu'à la victoire de la «révolution islamique» de l'ayatollah Khomeiny en 1979, était historiquement pro-communiste. Les bourgeoisies despotiques qui dirigent ces pays sont à la solde des exploiters impérialistes, dont ils appliquent les diktats.

Pour obtenir la justice sociale et nationale, le prolétariat doit prendre le pouvoir, à la tête de tous les opprimés et sous la direction de partis d'avant-garde révolutionnaires et internationalistes. Comme l'expliquait Léon Trotsky quand il avançait la perspective de la révolution permanente, seule la révolution prolétarienne peut briser le joug impérialiste sur ces pays, et, avec la prise du pouvoir par les ouvriers dans les pays capitalistes avancés, mettre fin pour toujours à l'impérialisme. Et, comme Trotsky l'avait noté dans un discours prononcé en 1924 à l'Université pour les travailleurs de l'Orient, alors que l'extension du pouvoir bolchévique apportait la perspective de la libération pour les femmes d'Asie centrale: «Il n'y aura pas de meilleurs communistes en Orient, pas de meilleurs combattants pour les idées de la révolution et pour les idées du communisme, que les travailleuses qui ont acquis une conscience de classe.»

– Traduit de *Workers Vanguard* n° 776, 8 mars

## Fascistes...

Suite de la page 24

nant, avec Haider dans le gouvernement autrichien, et Berlusconi/Fini/Bossi en Italie par exemple. Et Blair, du parti travailliste britannique, s'est acoquiné avec Berlusconi contre les ouvriers en lutte.

La classe ouvrière ne manque pas de combativité pour s'opposer à ces attaques, comme on l'a vu en décembre 1995 et plus récemment avec les dockers à Marseille (une couche historiquement très intégrée ethniquement de la classe ouvrière), ou la récente grève générale en Italie. Mais les directions traîtres des partis réformistes et des syndicats dévoient toujours ces luttes vers des combinaisons parlementaires. Pour la première fois depuis 1969 la gauche n'est pas représentée au deuxième tour des élections. C'est tant mieux que le PCF paie si cher pour sa collaboration avec Chirac/Jospin. Il représentait un énorme obstacle sur le chemin de la lutte de classe: ce parti, qui avait sauvé la peau de la bourgeoisie française en 1936, 1944-47 et en mai 68, n'est plus que l'ombre de lui-même. Mais la politique de collaboration de classes du PCF n'a pas été défaite politiquement; LO et LCR partagent toujours la même perspective. D'autre part une partie de la base électorale du PCF, ouvrière et populaire, s'est tournée vers les fascistes comme seule alternative «radicale» à la pourriture de Jospin/Chirac. Ces élections montrent que la haine justifiée qu'a accumulée la classe ouvrière pour ce gouvernement d'austérité peut être exploitée par des démagogues fascistes. C'est pourquoi la lutte contre l'oppression raciste est si centrale dans la lutte anticapitaliste, comme nous l'avons souligné dans notre lettre ouverte à LO reproduite ci-après.

Des milliers de jeunes lycéens et d'autres sont descendus dans la rue tout de suite, partout en France, pour protester contre le fasciste Le Pen. Maintenant Le Pen se déguise en «candidat normal». Mais il ne faut pas se tromper, c'est un vrai fasciste, pour qui les immigrés doivent être déportés de France, et qui organise des bandes de nervis qui attaquent les jeunes d'origine immigrée. C'était un tortionnaire pendant la guerre d'Algérie. Si ces derniers mois on n'entendait guère parler des fascistes dans les journaux, c'est parce que les flics faisaient eux-mêmes directement les ratonnades et la répression raciste. On a beaucoup entendu parler de l'«antisémitisme des Maghrébins» récemment, parce que c'était un prétexte pour la répression dans les banlieues; mais ce ne sont pas des Maghrébins qui ont voté pour Le Pen, qui avait déclaré que l'Holocauste des Juifs n'est qu'un «détail», et qui se revendique toujours du régime de Vichy.

Le Pen et les fascistes ne représentent pas de «mauvaises idées» dont on puisse débattre. Le fascisme, c'est un programme pour détruire le mouvement ouvrier organisé, renvoyer les femmes au foyer et massacrer les «immigrés», les Juifs, les minorités et les homosexuels. Les fascistes sont l'expression extrême des intérêts de la bourgeoisie et son armée de réserve contre le prolétariat. C'est pourquoi la lutte contre le fascisme doit être liée à la lutte contre le système d'exploitation capitaliste. Le Pen n'est pas sur le point de prendre le pouvoir dans ce pays, mais son score électoral va se traduire par une augmentation des crimes racistes dans les rues. **Il faut écraser les fascistes avant qu'ils ne nous écrasent! Groupes de défense ouvriers/immigrés basés sur les usines!**

En 1995 le FN avait inauguré sa campagne électorale avec l'assassinat d'Ibrahim Ali, et «fêté» son score en tuant Brahim

Bouraam le Premier Mai. L'appel de Le Pen pour une mobilisation du Front national le Premier Mai, la Journée internationale des travailleurs, est une provocation sinistre. Il faut des mobilisations de masses pour repousser ce danger! Comme l'écrivait Trotsky (*Comment vaincre le fascisme*):

«Sur la balance de la statistique électorale, 1 000 voix fascistes pèsent aussi lourd que 1 000 voix communistes. Mais sur la balance de la lutte révolutionnaire 1 000 ouvriers d'une grande entreprise représentent une force cent fois plus grande [...]»

Mais au lieu de mobiliser la classe ouvrière pour balayer les fascistes des rues le Premier Mai, la pseudo-gauche utilise la colère des jeunes et de tous les opposants aux fascistes pour redorer le blason non seulement des sociaux-démocrates, mais même de Chirac! La «CGT-police» vient d'appeler «tous les policiers républicains à participer à toutes les manifestations organisées par les forces de progrès». En fait les «syndicats» de flics seraient le soutien organique d'un régime fasciste. Nous disons: **Flics hors des syndicats!**

La colère avec les résultats des élections est cyniquement manipulée par la LCR de Krivine/Besancenot. Laguiller a annoncé le soir des élections qu'ils n'allaient pas voter Chirac au deuxième tour, mais dans leur éditorial d'hier ils sont déjà beaucoup plus flous, se refusant à donner une consigne de vote claire: «chacun doit faire le choix qui lui semble le plus justifié». Quant à la LCR, elle fait du blabla sur un «3<sup>e</sup> tour social contre le fascisme et contre le patronat» (tract de la JCR). Avec l'armée française de la guerre d'Algérie comme «force de protection internationale» en Palestine? Avec le «droit syndical» et le «droit de grève» pour les gendarmes (*Rouge*, 13 décembre 2001)? Leur capitulation au triomphalisme de la bourgeoisie et à la campagne idéologique anticommuniste s'est exprimée dans la campagne de Besancenot qui déblatèrait sur la «démocratie» et a dénoncé l'organisateur de la révolution socialiste d'Octobre 1917, Léon Trotsky, en disant de lui (*le Monde*, 11 avril): «Pas sûr qu'il aurait fait forcément mieux que Staline». Staline a été le fossoyeur de la Révolution russe!

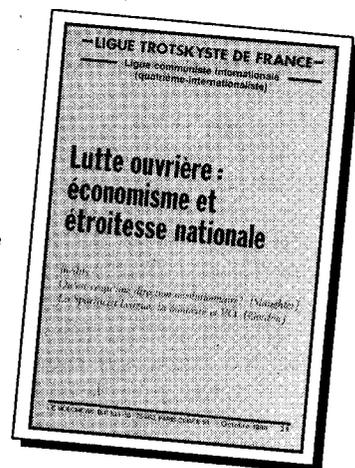
Le désastre du parlementarisme pourrait aussi profiter aux anarchistes. Pas mal de jeunes avec de bonnes impul-

## Brochure de la LTF

Cette brochure, publiée en 1986, contient des textes et articles sur la conception du parti d'avant-garde léniniste, ainsi que de nombreux articles du *Bolchévik* polémiquant contre Lutte ouvrière sur la question de la lutte contre le fascisme et l'oppression raciste, ainsi que la question de la défense militaire inconditionnelle de l'URSS.

3 € (76 pages)

Commande : Le Bolchévik, B.P. 135-10, 75463 Paris Cedex 10



sions rejettent le crétinisme parlementaire, mais, plus que jamais dans le climat de la « mort du communisme » après la contre-révolution capitaliste en URSS, ils sont hostiles à l'idée même qu'il faut une direction aux luttes, et ils rejettent le rôle que doit jouer la classe ouvrière comme direction révolutionnaire. Comme Trotsky le disait, dans les périodes réactionnaires il y a de « monstrueuses récidives idéologiques » où « la pensée sénile retombe pour ainsi dire dans l'enfance ». Les nombreuses manifestations spontanées ne sont pas suffisantes pour extirper la gangrène du racisme et du fascisme, et les attaques des capitalistes et des sociaux-démocrates contre la classe ouvrière. Il faut avoir la perspective d'une révolution ouvrière pour balayer tout ce système capitaliste. La classe ouvrière, qui produit les richesses de la société, tire sa puissance de son rôle dans la production ; elle doit diriger les luttes de tous les opprimés contre ce système capitaliste pourri. Mais pour cela il lui faut une nouvelle direction, et c'est ce que nous sommes déterminés à construire.

*Nous reproduisons ci-dessous notre lettre ouverte à LO pendant la campagne électorale.*

\* \* \*

10 mars – Dans cette campagne électorale il n'y a qu'une seule candidature qui cherche de façon rudimentaire à tracer une ligne de classe contre le gouvernement capitaliste : c'est celle d'Arlette Laguiller, porte-parole de Lutte ouvrière. Nous sommes d'accord avec elle que les dirigeants du PS sont du même monde que les Seillière et autres patrons qui exploitent les travailleurs dans les usines, et que Jospin pratique la même politique que Chirac. Dans son éditorial des bulletins d'entreprise du 18 février, Laguiller disait sans ambiguïté : « Dans le choix qui va nous être proposé, les travailleurs n'ont pas à lécher la main qui les opprime et ils n'ont ni à voter pour les politiciens de la droite ni pour ceux de la gauche » (*Lutte Ouvrière*, 22 février). Pour ces élections LO rompt avec son histoire fréquente de soutenir le front populaire (une coalition de partis ouvriers réformistes avec des partis bourgeois pour administrer le capitalisme, une coalition que nous refusons par principe de soutenir) pour « battre la droite » ou « l'extrême droite ». Ils ont dans ce numéro de leur journal fait l'éloge de leur dirigeant historique Pierre Bois, récemment décédé, en rappelant qu'il avait refusé de suivre leur propre consigne de vote en 1981 pour élire Mitterrand. Cela contraste avec Olivier Besancenot, le candidat de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), qui a déclaré il y a un mois « qu'il voterait personnellement "à gauche" car "il y a une différence entre la droite et la gauche" » (*le Monde*, 1<sup>er</sup> février) : c'est bien là dans la droite ligne de la politique de la LCR qui depuis plus de 25 ans a toujours soutenu le front populaire de Mitterrand, puis Jospin.

Mais LO ne s'oppose pas au gouvernement parce qu'elle s'oppose à la collaboration de classes : leur opposition, correcte, au gouvernement, se trouve vidée de tout contenu par leur soutien tacite au plan Vigipirate, et leur soutien explicite aux mobilisations réactionnaires des flics au mois de novembre. L'attitude de LO sur cette question est d'autant plus cruciale que la « sécurité », c'est-à-dire la campagne raciste du gouvernement contre les immigrés et leurs familles, est au centre de la campagne électorale. Le PS a lancé la campagne électorale de Jospin en appelant les flics pour expulser de ses locaux

de Rouen un Libyen sans-papiers en grève de la faim, Younis Trabelsi. Le PCF se vante de demander un *doublément* des crédits pour rétablir l'ordre dans les banlieues. Dans ce contexte, le refus de LO de lutter contre Vigipirate représente un serment de fidélité à l'ordre bourgeois raciste et à l'austérité anti-ouvrière du gouvernement Jospin. Mais si, dans sa campagne, LO s'exprimait clairement contre Vigipirate et la terreur policière, nous envisagerions d'appeler à voter pour eux, sans taire nos critiques de leur programme.

## A bas Vigipirate !

Le racisme contre les travailleurs d'origine immigrée, notamment d'origine maghrébine, a toujours été un poison que distille la bourgeoisie (ceux qui possèdent les moyens de production – usines, machines, etc. – comme leur propriété privée) pour diviser la classe ouvrière. Pour les capitalistes c'est un bon moyen pour diviser les ouvriers, ceux qui produisent les richesses dans les usines de ce pays, entre « français » et « immigrés » (dont beaucoup sont né ici !) La bourgeoisie française s'est saisie des attentats criminels du 11 septembre à New York pour décréter l'« unité nationale » contre le « terrorisme », à laquelle est censée collaborer la classe ouvrière, et pour élargir et approfondir sa propre campagne raciste. En fait il s'agit d'une guerre raciste ici contre tous les immigrés, et surtout l'importante population d'origine maghrébine et de jeunes issus de l'immigration.

La LTF, elle, a immédiatement réagi après le 11 septembre en s'opposant à la répression à l'intérieur du pays et aux « repréailles » impérialistes qui s'annonçaient. Dans un tract nous avons dénoncé dès le 13 septembre la mise en place de Vigipirate renforcé. Quand la guerre contre l'Afghanistan a commencé nous avons appelé à rompre l'unité nationale réactionnaire et raciste, pour une lutte de classe ici contre les capitalistes et leur gouvernement. Nous avons défendu l'Afghanistan contre l'attaque impérialiste, et nous disons aujourd'hui : *Troupes US, françaises, de l'ONU, hors d'Afghanistan !* Les réactionnaires anti-femmes des talibans avaient au départ été les protégés de l'impérialisme ; en 1979 nous avons salué l'intervention soviétique contre les *moudjahidins* intégristes, parce qu'elle ouvrait une vraie possibilité de libération pour les masses opprimées d'Afghanistan, en particulier les femmes. Nos opposants au contraire s'étaient joints à la campagne antisoviétique de guerre froide, LO allant jusqu'à caractériser en gros titres l'intervention soviétique de « Vietnam des Russes », la mettant ainsi sur le même plan que la sanglante guerre perdue des impérialistes français et américains.

Une seule grève ici contre l'impérialisme, contre Vigipirate, et en défense de la population d'origine maghrébine et arabe aura plus d'impact que mille manifestations appelant ces impérialistes français racistes à soutenir les Arabes palestiniens. Mais qu'a dit LO sur Vigipirate ? Rien. Pas un mot en six mois dans leur presse. Quand nous avons interpellé Arlette Laguiller là-dessus récemment, loin de dire qu'elle s'oppose à Vigipirate, elle a cherché à minimiser Vigipirate en disant qu'il s'agit là du fonctionnement « normal » du capitalisme. En tant que trotskystes nous luttons contre la terreur policière « normale », alors que LO la minimise pour justifier son refus économiste de mobiliser la classe ouvrière contre cette terreur policière. Derrière son silence LO cache une capitulation aux pouvoirs spé-

ciaux de l'Etat capitaliste que représentent Vigipirate, la Loi sur la sécurité quotidienne et les accords « anti-terroristes » de l'Union européenne. Allez dire à des jeunes des banlieues, harcelés par les flics jusque dans leur propre hall d'immeuble, que rien n'a changé pour eux après le 11 septembre ! Allez dire cela aux sans-papiers dont les déportations ont augmenté d'au moins trente pour cent ! Tous ceux qui veulent vraiment lutter dans l'intérêt des travailleurs et peuples opprimés doivent s'opposer à cet accroissement de la terreur et de la répression racistes de l'Etat. Toutes ces mesures « anti-terroristes » visent en fin de compte et servent à intimider la classe ouvrière, qui en a assez des licenciements, des privatisations, des menaces sur les retraites, de l'accroissement des cadences, etc.

### Les flics ne sont pas des ouvriers en uniforme, mais les chiens de garde de l'ordre capitaliste

Mais si LO était silencieuse sur Vigipirate, elle a par contre bruyamment et sans délai déclaré sa solidarité avec les « grèves » policières de l'automne dernier. C'était là des « grèves » réactionnaires contre la loi Guigou sur la présomption d'innocence. Comme nous le notions dans notre polémique contre LO là-dessus (voir *le Bolchévik* n° 158, hiver 2001-2002) :

« LO explique : "Car la police, mais aussi les gendarmes, exercent des fonctions qui sont utiles à l'ensemble de la collectivité, en assurant des tâches de sécurité nécessaires à la vie collective, pour un salaire du bas de l'échelle" (*Lutte Ouvrière*, 7 décembre 2001). On se croirait dans un scénario des "Cordier, juge et flic" ! L'"utilité" des flics, c'est de charger les piquets de grève, de terroriser les jeunes d'origine immigrée dans les banlieues ou de pourchasser les sans-papiers. Quelle "utilité" peuvent donc avoir les ennemis mortels du mouvement ouvrier si ce n'est de garantir la "sécurité" et la propriété privée des capitalistes ? »

Face à nos arguments sur cette question dans ses meetings publics de février au Havre et à Creil, Arlette Laguiller a prétendu que leur soutien à la police serait une tactique bolchévique tout droit issue de la Révolution russe de 1917. Elle nous a maternellement recommandé de relire *l'Histoire de la révolution russe* de Trotsky. Quel culot ! C'est notamment dans cette œuvre que Trotsky explique la différence entre l'armée et les flics, lors de la révolution de février 1917 :

« La foule témoignait à la police une haine féroce. Les agents à cheval étaient accueillis par des sifflets, des pierres, des glaçons. Toute différente fut la prise de contact des ouvriers avec les soldats [...]. La police est l'ennemi farouche, inexorable, haï et haineux. Il ne peut être question de se la concilier. »

Et, dans *la Révolution allemande et la bureaucratie stalinienne (Problèmes vitaux du prolétariat allemand)* (1932), Trotsky ajoutait : « Ici encore, c'est l'existence qui détermine la conscience. L'ouvrier, devenu policier au service de l'Etat capitaliste, est un policier bourgeois et non un ouvrier. » La LTF dit : *Flics hors des syndicats !* LO au contraire leur fait des promesses électorales sur les gilets pare-balles. A tant vouloir améliorer leurs « conditions de travail », est-ce que LO va demander la prochaine fois aussi des fusils automatiques de précision ? Est-ce qu'ils leur font la cour en espérant que les flics vont voter Arlette ?

Un autre aspect du révisionisme fondamental de Lutte ouvrière sur la question de l'Etat, c'est qu'ils acceptent de

l'argent de cet Etat bourgeois que (en petits caractères) ils prétendent vouloir détruire. Laguiller défendait dans son meeting de Creil qu'elle acceptait l'argent de Geneviève de Fontenay, organisatrice des concours de beauté de Miss France, en disant que cet argent viendrait simplement en déduction dans la subvention de l'Etat pour les élections ! Et on parle ici de sommes considérables : d'après *le Monde* (26 décembre 2001), le budget électoral de LO, pour les présidentielles seulement, et qu'ils comptent se faire rembourser par l'Etat, est de 12 millions de francs. C'est l'équivalent des cotisations de leurs membres pendant... la moitié d'un quinquennat, d'après les comptes détaillés qu'ils communiquent au Ministère de l'Intérieur (voir par exemple le *Journal officiel de la République française*, 9 novembre 2000). Ils disent s'opposer à Jospin, mais veulent bien de son argent ! Qui paie les violons choisit la musique !

### La lutte contre l'oppression raciste est centrale dans la lutte anticapitaliste

Dans ses discours électoraux Arlette Laguiller s'est déclarée pour les droits sociaux et politiques pour les sans-papiers et les travailleurs immigrés en France. Très bien. Nous disons : *Pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés et leurs familles !* Nous luttons pour cela dans le cadre de notre perspective révolutionnaire. Des papiers pour tous c'est un droit démocratique de base pour lequel il faut lutter, mais il faut élargir cela à une lutte contre le racisme systématique qui est enraciné dans le fonctionnement du système capitaliste, et qui prend sa source dans la domination coloniale française en Afrique du Nord avec ses séquelles. Mais pour LO la cause des sans-papiers est une question toute simple de droits démocratiques que doit octroyer leur France républicaine chérie. Pour nous, il s'agit de s'adresser à la discrimination et la ségrégation raciales systématiques des Maghrébins qui se manifestent dans un chômage astronomique chronique dans les ghettos, la discrimination raciale à l'embauche, dans l'emploi et dans le logement, le manque d'écoles et de services sociaux, et tout le système légal de « justice », avec sa police et ses tribunaux qui tuent et emprisonnent surtout les immigrés à la peau foncée et leurs enfants. C'est le système capitaliste lui-même qui est en cause. Ce qu'il faut, c'est forger un vrai parti bolchévique qui prenne la direction du prolétariat dans une lutte en défense de tous les opprimés contre le système capitaliste, un parti léniniste qui soit un tribun populaire dénonçant toutes les formes de l'oppression.

Tant que les ouvriers « français » acceptent l'oppression de leurs frères de classe à la peau foncée ils seront incapables de lutter pour leurs propres intérêts historiques. L'oppression raciste est au cœur de la politique de la bourgeoisie française pour diviser la classe ouvrière multiethnique, l'affaiblir et maintenir sa propre domination ; car les ouvriers d'origine maghrébine, africaine, antillaise ou autres continuent à être intégrés dans l'industrie, notamment dans l'industrie privée comme l'automobile et le bâtiment, où ils jouent un rôle crucial. Loin d'être juste des « victimes », les travailleurs d'origine immigrée ont une puissance sociale clé pour faire une révolution ici, et de plus ils représentent un pont vivant vers la révolution dans leurs pays d'origine.

Là encore, les discours de LO sur les droits pour les immigrés, leur participation aux manifestations pour les sans-papiers se trouvent niés par leur silence sur Vigipirate et leur

soutien aux mobilisations des flics. L'indifférence à l'oppression raciale est la conséquence directe d'une perspective de *collaboration de classes*. La méthode fondamentale des réformistes est de chercher des alliés dans un secteur ou un autre de « leur » bourgeoisie nationale. Ils ne cherchent pas en tout cas des alliés dans les couches de la classe ouvrière qui sont victimes d'une oppression spécifique.

### Réformes ou révolution ?

Il est frappant dans les discours électoraux de Laguiller ou dans son récent livre *Mon communisme* comment à aucun moment elle ne parle de révolution ouvrière. Tout son programme se résume en un train de mesures que le gouvernement (de droite ou de gauche, mais capitaliste) devra appliquer sous la pression des travailleurs. Son plus fameux mot d'ordre, c'est l'interdiction des licenciements pour les entreprises qui font des profits. Cette revendication accepte sans fard l'idée que le capitalisme serait soi-disant rationnel, alors que, comme tout marxiste le sait, c'est un système motivé par le profit qui pousse à réduire les salaires et à appauvrir le prolétariat et qui conduit à des crises périodiques de « surproduction », c'est-à-dire au chômage massif. Les capitalistes ont recours à ce que Marx appelait l'« armée de réserve de chômeurs » comme arme contre le mouvement ouvrier et pour faire baisser les salaires.

Contre les illusions réformistes que propage LO dans l'Etat capitaliste nous exigeons : *Une échelle mobile des salaires et des heures de travail ! Répartition du travail entre toutes les mains ouvrières sans diminution de salaire ! Organisez les non syndiqués dans les syndicats ! Pour une formation professionnelle organisée par les syndicats pour les jeunes, les femmes, et les minorités opprimées !* En fait ces revendications vont de pair avec des luttes extra-parlementaires de la classe ouvrière, avec des occupations d'usines et des comités d'usine. Comme le disait Trotsky dans *le Programme de transition* (1938) : « La "possibilité" ou l'"impossibilité" de réaliser les revendications est, dans le cas présent, une question de rapport des forces, qui ne peut être résolue que par la lutte. Sur la base de cette lutte, quels que soient ses succès pratiques immédiats, les ouvriers comprendront mieux que tout la nécessité de liquider l'esclavage capitaliste ».

### Pour prendre « toujours le camp des travailleurs », il faut rompre avec la politique raciste du gouvernement !

Cela fait longtemps que les positions de LO sur les oppressions spécifiques sont du poison. Avec leur moralisme bourgeois ils ont exclu de leur fête en 1992 le groupe Act-Up, une action typiquement homophobe. Ils se rangent du côté de l'Etat contre les jeunes en s'opposant à la légalisation du cannabis, une question qui sert de prétexte à la répression raciste contre les jeunes des banlieues. Et il y a leur indifférence au danger fasciste que représentent Le Pen et le FN : encore le 4 février on pouvait voir Laguiller à la télévision dans un « débat » avec Le Pen ; elle contribuait ainsi à légitimer les appels de ce dernier au meurtre raciste, comme si c'était des idées que l'on pourrait « discuter ».

Il y a des moments où de telles questions sont au cœur du débat politique ; aujourd'hui Vigipirate et la répression policière, surtout contre les jeunes des banlieues, sont au centre de la politique en France. Avant les élections présidentielles de 1981 nous avons envisagé de donner un sou-

ten critique à Georges Marchais, candidat du PCF, car à ce moment-là l'Union de la gauche était rompue et Marchais se présentait seul contre la bourgeoisie (de plus il refusait de condamner l'intervention soviétique en Afghanistan) ; c'est pourquoi un vote pour Marchais pouvait signifier un vote de classe. Mais quand le PC a attaqué au bulldozer un foyer de travailleurs maliens à Vitry-sur-Seine, nous avons été obligés de retirer notre soutien critique, car un vote pour Marchais aurait signifié un soutien à cette atrocité raciste, qui était un gage donné à la bourgeoisie pour que le PCF retrouve sa place dans le front populaire de Mitterrand.

Plus récemment, nos camarades britanniques ont accordé l'année dernière un soutien critique au Parti travailliste socialiste (SLP) d'Arthur Scargill : c'était le seul parti qui ouvertement faisait campagne contre tout soutien aux travaillistes de Blair qui gouvernent l'impérialisme britannique. (La mal-nommée Socialist Alliance, soutenue entre autres par les congénères britanniques de LO = Workers Fight – et de la LCR, appelait à voter travailliste partout où elle ne se présentait pas.) Nos camarades diffusaient le matériel électoral du SLP au porte-à-porte et dans les rues, appelant à voter SLP, tout en intervenant dans les meetings électoraux du SLP en polémiquant contre le réformisme étroitement national et le stalinisme de Scargill.

Nous ne sommes pas des anarchistes qui refusent par principe d'envisager une participation aux élections : ils évitent ainsi de combattre les illusions parlementaires des travailleurs, et en fait ils les abandonnent ainsi aux Jospin, Hue et Laguiller. Au meeting de Creil Arlette Laguiller nous a répondu que nous avions une contradiction entre considérer un soutien critique à LO s'ils s'opposaient à Vigipirate et en même temps les caractériser de réformistes. Si la condition pour un soutien critique était d'avoir un programme révolutionnaire, nous ne pourrions soutenir que des groupes avec qui nous devrions fusionner immédiatement ! Il peut être approprié de donner un soutien critique à un parti réformiste quand celui-ci se présente indépendamment de et en opposition aux partis bourgeois et aux formations bourgeoises (y compris les fronts populaires), et qu'il ne s'identifie pas à une politique ouvertement anti-ouvrière. Le soutien critique permet alors à une organisation léniniste de se solidariser avec les travailleurs qui veulent tracer une ligne de classe, tout en montrant à ces travailleurs la différence cruciale qu'il y a entre un programme révolutionnaire et un programme réformiste. Une telle tactique peut faire avancer la conscience de la classe ouvrière vers une compréhension communiste de sa tâche historique de *renverser* le capitalisme, une tâche pour laquelle le réformisme représente un obstacle.

LO, malgré ses consignes d'opposition au gouvernement, se retrouve à la traîne de Jospin et Chirac quand elle capitule face au climat d'hystérie raciste qu'ils entretiennent et qui domine la vie politique du pays. Tant que LO ne s'oppose pas à Vigipirate et aux mobilisations réactionnaires et racistes des flics, la LTF ne peut pas soutenir la campagne de LO. Il n'y a aucun parti dans ces élections qui présente un candidat représentant dans un sens réel les intérêts des travailleurs. Nous allons malgré tout intervenir dans cette campagne électorale en luttant pour gagner la classe ouvrière, les minorités et la jeunesse à la compréhension qu'il faut un parti ouvrier révolutionnaire internationaliste, luttant pour unifier les luttes de la classe ouvrière dans le monde entier pour en finir une bonne fois pour toutes avec l'exploitation capitaliste et le racisme. ■

## Le front populaire PS-PC a ouvert la voie aux fascistes de Le Pen Rompez avec la collaboration de classes! Pour un vrai parti ouvrier révolutionnaire multiethnique!



Alfred/SIPA



Reuters

Manifestation anti-FN à Paris le 22 avril (à gauche). Le plan Vigipirate renforcé (à droite), mis en place après le 11 septembre par le gouvernement PS-PC-Verts, vise les immigrés et a encouragé les fascistes de Le Pen. *A bas Vigipirate!*

23 avril - Il faut tirer les leçons des élections d'avant-hier. C'est la politique de Chirac, de Jospin, de Robert Hue et même de la soi-disant « extrême gauche » qui a pavé la voie aux fascistes en faisant de la campagne sécuritaire, c'est-à-dire la répression raciste surtout contre les jeunes d'origine maghrébine, le thème central des élections présidentielles. Aujourd'hui Lutte ouvrière et la Ligue communiste révolutionnaire cherchent à se couvrir en blâmant la politique raciste du gouvernement pour ce résultat. Mais elles-mêmes, où étaient-elles? LO a salué les manifestations réactionnaires des flics en novembre dernier, et refuse de s'opposer à Vigipirate, qui représente en France depuis le 11 septembre la réalité de la « guerre contre le terrorisme », prenant pour cible tous les immigrés, et derrière eux le mouvement ouvrier et tous les opprimés. Et quant à la LCR, comment est-ce qu'un parti qui enjolive l'impérialisme français au point de réclamer des interventions militaires de celui-ci partout - des Balkans en 1999 à la Palestine aujourd'hui -, peut combattre le fascisme qui représente le nationalisme français le plus extrême?

Face à cette grave situation, le PS, le PCF, les Verts, les syndicats (CGT, CFDT) ont appelé à « faire barrage à Le Pen », et ils appellent à voter Chirac! On dirait des médecins qui veulent combattre la peste avec le choléra. Quant à la LCR et LO, on peut s'attendre à ce qu'ils prônent l'« unité de la gauche pour combattre l'extrême droite » en remettant en selle pour les législatives un nouveau front populaire (une coalition de partis ouvriers et de partis bourgeois pour diriger l'Etat capitaliste) autour du PS, qui vient

de diriger l'Etat capitaliste et raciste français pendant cinq ans. Déjà en 1997 LO avait appelé à voter pour le PS et le PC aux législatives partout où Le Pen était au deuxième tour, contribuant à la victoire de Jospin. Pour nous trotskystes, l'opposition à la collaboration de classes et au front populaire est un principe essentiel. Quand les intérêts de la classe ouvrière sont subordonnés à ceux de la bourgeoisie (et ils le sont toujours dans de telles coalitions), c'est toujours la réaction qui gagne. Nos mots d'ordre dans ces élections sont plus importants que jamais pour organiser la classe ouvrière pour qu'elle se défende elle-même et défende tous les opprimés: *A bas Vigipirate! A bas la campagne sécuritaire! Pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés! Stoppez les déportations! France, ONU, bas les pattes devant le Proche-Orient!*

Ces élections marquent un bouleversement dans le paysage politique français. Elles avaient pour cadre l'austérité mise en place par le gouvernement de front populaire: licenciements massifs, fermetures d'usines, privatisations, attaques contre les retraites, etc. Depuis la contre-révolution capitaliste en URSS les bourgeoisies européennes ont mis en place des gouvernements pour démanteler pan par pan l'« Etat-providence », une série de services sociaux et d'acquis ouvriers gagnés dans des luttes acharnées. Ces dernières années c'étaient des gouvernements dirigés par des sociaux-démocrates qui s'étaient chargés de ce travail dans la plupart des pays d'Europe. Avec cela ils ont préparé le boulot pour l'extrême droite qui prend le pouvoir mainte-

*Suite page 20*